

# **L'IRAK DE SADDAM HUSSEIN**

**MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE  
COMMANDANT ALAIN AIGUEPERSE  
7<sup>ème</sup> PROMOTION DU COLLEGE INTERARMEEES DE DEFENSE  
1999-2000**

## **FICHE DE PRESENTATION**

**1. « L'Irak de Saddam Hussein »**

**2. Cdt (air) AIGUEPERSE Alain (France)**

**3. 23 février 2000**

**4. Division B**

**5. Mémoire de géopolitique**

**6. Résumé :** La place qu'occupe l'Irak sur l'échiquier géopolitique Moyen-Orient et les différents enjeux qui sous-tendent le dossier irakien, notamment en matière énergétique, ne permettent pas d'entrevoir d'issue politique à la crise actuelle qui dégénère en un conflit ouvert opposant les Etats-Unis au régime de Saddam Hussein.

Le but de ce mémoire consiste à mettre en exergue les facteurs géopolitiques intrinsèques de l'Irak ainsi que tous les intérêts géostratégiques qu'il représente pour les puissances régionales et mondiales ; il tend alors à démontrer que cet amalgame génère une situation complexe dramatique et s'avère peu propice à la résolution du conflit qui oppose Saddam Hussein à la communauté internationale, et plus particulièrement aux Etats-Unis

## SOMMAIRE

<b><u>A INTRODUCTION</u></b> .....	1
<b><u>B PREAMBULE : HISTORIQUE DE LA CRISE ET POINT DE SITUATION</u></b> .....	2
<b><u>C ANALYSE GEOPOLITIQUE DE L'IRAK</u></b> .....	4
1. L'IRAK AU TRAVERS DU PRISME GEOGRAPHIQUE.....	4
<u>1.1. Données fondamentales</u> .....	4
<u>1.2. Dualité Centre / Périphérie</u> .....	4
<u>1.3. Concept de situation</u> .....	5
<u>1.4. Situation d'enclavement</u> .....	6
<u>1.5. Profils de la topologie</u> .....	7
2. LA REALITE IDENTITAIRE DE L'IRAK.....	9
<u>2.1. Généralités</u> .....	9
<u>2.2. Ethnie et territoire en Irak</u> .....	9
<u>2.3. La langue</u> .....	11
<u>2.4. La religion</u> .....	11
<u>2.5. Les principaux conflits communautaires</u> .....	12
3. GEOECONOMIE DES RESSOURCES DE L'IRAK.....	15
<u>3.1. Enjeu de l'eau</u> .....	15
<u>3.2. Enjeu des hydrocarbures</u> .....	15
<b><u>D LES ACTEURS DE LA CRISE IRAKIENNE</u></b> .....	18
1. UN POLE D'INTERET COMMUN : LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT.....	18
2. LES ETATS UNIS.....	19
<u>2.1. Buts et motivations américains</u> : .....	19
<u>2.2. Hésitations de Washington</u> : .....	20
<u>2.3. La politique irakienne actuelle des Etats-Unis</u> : .....	21
<u>2.4. Israël : une entrave à la politique américaine dans le Golfe</u> .....	23
<u>2.5. Une politique vouée à l'échec ?</u> .....	23
3. LA RUSSIE.....	24
4. LA GRANDE BRETAGNE.....	24
5. LA CHINE.....	25
6. LA FRANCE.....	25
7. LA TURQUIE ET L'IRAN.....	27
8. L'ARABIE SAOUDITE, LE KOWEÏT ET LES EMIRATS DU SUD.....	28
9. SADDAM HUSSEIN.....	29
<u>9.1. Une accession au pouvoir mouvementée</u> .....	29
<u>9.2. Sa gestion de l'après guerre du Golfe</u> .....	29
<u>9.3. La position actuelle du raïs irakien</u> .....	30
<b><u>E CONCLUSION</u></b> .....	33

## A INTRODUCTION

A cheval sur le Machrek et la Péninsule arabo-persique, l'Irak dispose de nombreux atouts tels que ses richesses en hydrocarbures, sa position stratégique et les opportunités de développement qu'il recèle ; cependant il n'est pas épargné par la complexité relative à l'hétérogénéité ethnique et religieuse, qui caractérise le monde arabe.

L'histoire contemporaine de ce pays est plus que chaotique tant sur le plan de ses affaires intérieures marquées par de nombreux changements de régime, qu'au niveau de sa politique extérieure à l'aune des conflits et des guerres auxquels il a participé. Ainsi, depuis sa création en 1920, ce pays a connu des guerres à répétition, la dernière l'ayant entraîné de manière paroxysmique à affronter une coalition mondiale.

La défaite de la Guerre du Golfe l'a plongé dans une crise qui semble interminable eu égard aux enjeux et intérêts des différents belligérants ; relégué au rang des Etats parias à l'instar de la Libye, du Soudan ou de son voisin iranien, l'Irak subit un embargo drastique depuis presque dix ans, sans qu'aucun espoir d'amélioration tangible ne se profile à l'horizon. En outre, depuis l'Opération Desert Fox de décembre 1998, non cautionnée par l'ONU, les raids anglo-américains se poursuivent quotidiennement, instaurant une guerre invisible, routinière, qui ne semble cependant avoir aucun effet sur le régime de Saddam Hussein.

La place qu'occupe l'Irak sur l'échiquier géopolitique Moyen-Orient et les différents enjeux qui sous-tendent le dossier irakien, notamment en matière énergétique, ne permettent pas d'entrevoir d'issue politique à la crise actuelle qui dégénère en un conflit ouvert opposant les Etats-Unis au régime de Saddam Hussein.

Après avoir effectué l'analyse géopolitique de ce pays, déclinée selon ses principaux facteurs, nous nous intéresserons aux différents acteurs concernés plus ou moins directement par le conflit au cœur duquel se trouve l'Irak ; sans pour autant vouloir revenir sur les motivations des 26 coalisés de 1990, nous focaliserons notre étude sur les buts affichés et inavoués des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, plus particulièrement les Etats-Unis, et des principaux Etats du Moyen-Orient.

En outre, nous mènerons cette étude tout en mettant en exergue le personnage clé de ce conflit, le leader actuel de l'Irak Saddam Hussein, afin de montrer comment les ambitions «mégalo-maniques» d'un tel homme peuvent conduire au ban des nations et à l'agonie un pays aux potentialités énormes.

\*\*\*

## **B PREAMBULE : HISTORIQUE DE LA CRISE ET POINT DE SITUATION**

Le 2 août 1990, les troupes irakiennes envahissaient le Koweït. En quelques semaines, une coalition de 26 pays, sous commandement américain, se mobilisait dans le Golfe. Après une offensive aérienne et terrestre des forces alliées, les troupes irakiennes évacuaient le Koweït et un cessez-le-feu était conclu au printemps 1991. Mais l'embargo instauré par les Nations unies après l'agression était maintenu au nom de nouveaux objectifs, dont le principal était le désarmement de l'Irak. Un arsenal de résolutions fut déployé par l'ONU afin de contraindre l'Irak à respecter ses décisions ; ainsi, sur la base de l'article 41 de la Charte, le Conseil de sécurité a décidé des sanctions très larges : embargo sur les biens en provenance de l'Irak et sur toutes les marchandises vers ce territoire, gel des fonds irakiens, paiement des dommages de guerre et désarmement complet. La résolution 986 de mai 1996, suivie des résolutions 1153 de février 1998 et 1266 d'octobre 1999 relative au plan «pétrole contre nourriture», a permis d'alléger cet embargo autorisant l'Irak à vendre tous les semestres un certain volume de pétrole ; grâce à cet apport financier versé sur un compte contrôlé par les Nations unies l'Irak pouvait acheter de la nourriture, des médicaments et du matériel pour reconstruire ses infrastructures.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, huit années de contrôle n'ont pu empêcher des crises à répétition entre l'Irak et la communauté internationale notamment en 1993, 1996 et 1998 ; ainsi, près de dix ans après la guerre du Golfe, le conflit perdure et semble même s'être enlisé inextricablement depuis plus d'un an. En effet, courant 1998, les autorités irakiennes ont, à plusieurs reprises, interrompu leur coopération avec la Commission spéciale de désarmement des Nations unies, l'UNSCOM, violant ainsi ouvertement leurs obligations. Cette absence de transparence de l'Irak, ainsi que la raideur de certains inspecteurs, ont détérioré irréversiblement la situation.

En effet, les Etats-Unis et le Royaume Uni n'ont pas hésité, en décembre 1998, à sortir du cadre du Conseil de sécurité pour l'Opération Renard du Désert, s'attirant les critiques des trois autres membres permanents : la Russie et la Chine ouvertement, la première allant jusqu'à rappeler temporairement ses ambassadeur à Londres et à Washington, la France plus discrètement.

Ainsi, alors que le rapport de M Richard Butler sur le désarmement de l'Irak était examiné par le Conseil de sécurité, la Maison Blanche annonça le début des bombardements contre l'Irak, estimant que le rapport de l'UNSCOM ne leur donnait pas entière satisfaction. Pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient en jeu la crédibilité de leur politique irakienne et leur commune volonté d'utiliser la force.

En quatre jours de raids, Américains et Britanniques ont lancé deux fois plus de missiles de croisière qu'en 5 semaines de guerre du Golfe en 1991 (415 missiles tirés en 1998 contre 291 en 1991).

Depuis l'opération, les avions américains (basés à Incirlik en Turquie et dans le Golfe) et anglais pilonnent régulièrement des cibles dans les deux zones d'exclusion aérienne au nord et sud de l'Irak, créées respectivement en 1991 et 1992 puis étendues en 1996. Il ne s'agit plus de tirs d'autodéfense des pilotes mais d'une guerre d'usure contre le potentiel militaire irakien. Les pilotes alliés peuvent élargir leur cible à tout ce qui paraît être une menace et non plus à ce qui serait exclusivement lié au réseau irakien de défense aérienne.

Or, d'après les renseignements accessibles, on est fondé à dire que l'Irak n'a plus de puissance militaire au sens de la projection ; cela signifie qu'il ne serait plus capable de procéder à une opération militaire extérieure. Ses capacités militaires sont en effet largement

diminuées d'autant plus que les frappes anglo-saxonnes journalières depuis Desert Fox les prennent pour objectif dès qu'elles tentent de se mettre en œuvre. Il semblerait donc que l'Irak ne dispose plus que d'une capacité militaire «interne» à même d'être utilisée s'il s'agissait de s'en prendre à une minorité ou à sa propre population.

Pourtant, l'Irak de Saddam Hussein continue à faire peur dans la zone arabo-persique compte tenu des attitudes qu'il a eues par le passé envers ses voisins et par rapport à ses intentions s'il retrouvait des moyens de projection de puissance et/ou de force.

\*\*\*

## **C ANALYSE GEOPOLITIQUE DE L'IRAK**

L'étude géopolitique de l'Irak a été déclinée selon son paradigme le plus classique en la matière, consistant à analyser successivement les aspects géographique, identitaire et géo-économique du pays considéré. Elle fait apparaître un pays fragile, portant un lourd fardeau historique et placé au cœur d'une zone géographique stratégique, potentiellement explosive.

En effet, alors qu'il se sent mal à l'aise dans ses frontières depuis sa création en 1920, l'Irak se situe dans une région où les changements de régimes, les renversements d'alliances et les manœuvres de déstabilisation en tous genres sont particulièrement fréquents.

Les ambitions régionales que nourrit l'Irak butent en outre sur des problèmes identitaires, ethniques et religieux, d'autant plus difficiles à résoudre qu'ils ont de nombreuses ramifications à l'extérieur des frontières du pays. Erigé sur une terre qui donna naissance à de nombreuses civilisations glorieuses, l'Irak est caractérisé aujourd'hui par une extrême variété de peuplement qui en fait quasiment le seul Etat du monde arabe offrant une si grande mosaïque de peuples. Ce puzzle communautaire vit dans une société qui non seulement est marquée par le poids de l'histoire contemporaine de l'Irak, mais qui traverse aussi actuellement une période très difficile sous la double contrainte de l'embargo et du régime dictatorial de Saddam Hussein.

Enfin, les ressources naturelles stratégiques dont l'Irak dispose ne peuvent que susciter les convoitises des grandes puissances et accroissent ainsi le risque d'implosion de ce pays, et par effet de domino, l'explosion générale du Moyen-Orient.

\*\*

### **1. L'IRAK AU TRAVERS DU PRISME GEOGRAPHIQUE.**

Pays construit artificiellement sur les ruines de l'Empire Ottoman, enclavé au cœur d'une région très sensible, l'Irak présente une topologie intrinsèquement génératrice de différends avec les pays limitrophes et peu propice à la stabilité intérieure.

#### **1.1. Données fondamentales.**

L'Irak appartient à l'ensemble Afrique-Eurasie ; il se situe à la périphérie méridionale de la bande géographique regroupant les centres de puissance géopolitique positionnés entre le 40<sup>ème</sup> et le 60<sup>ème</sup> degré de latitude nord. En effet, ce pays s'étend sur 438000 km<sup>2</sup> entre le 33<sup>ème</sup> et le 44<sup>ème</sup> degré de latitude nord. Il regroupe environ 22 millions d'habitants rassemblés principalement sur les bassins des deux grands fleuves qui traversent le pays, le Tigre et l'Euphrate.

#### **1.2. Dualité Centre / Périphérie.**

Il est intéressant de noter que la capitale Bagdad est située au centre ouest de ce pays, sur le Tigre, approximativement aux coordonnées suivantes : 33°N / 44°E. Cela peut ainsi permettre d'expliquer en partie les difficultés rencontrées par le pouvoir politique pour contrôler les deux zones périphériques suivantes :

- le Kurdistan irakien s'étendant autour de Mossoul situé à environ 670 km au Nord de Bagdad ;

- le Bas Irak chiite concentré autour de la ville de Bassora située approximativement à 750 km de la capitale.

En outre, il faut souligner que l'Irak est le pays le plus proche de Bagdad ; cette proximité relative ( 470 km ) peut être une des raisons des craintes de l'Irak vis à vis de ce grand voisin et les différents conflits qui ont eu lieu entre ces deux pays au cours du XX<sup>ème</sup> siècle.

Enfin, l'Irak est situé à l'extrémité sud du Machrek ; cela peut permettre de comprendre le tropisme des dirigeants de ce pays pour le Golfe Persique.

### 1.3. Concept de situation.

Il faut rappeler que le Moyen-Orient était autrefois la scène d'affrontements de trois grandes civilisations impérialistes : la Mésopotamie ( actuel Irak ), l' Egypte et la Perse.. Les dirigeants de l'Irak moderne, de Nouri-al-Saï d à Saddam Hussein, n'ont jamais caché leur amertume face aux sorts que les découpages coloniaux avaient infligé à leur pays. En outre, il est indéniable que c'est l'Irak qui, dans cette région , a le plus agi pour disposer d'un plus large espace et se projeter chez ses voisins voire même au delà.

Enfin, on peut noter que l'Irak présente une ressemblance flagrante avec l'Allemagne sur le plan de la situation géographique dans leur environnement respectif. En effet, le nombre d'Etats limitrophes de l'Irak est relativement élevé puisque six pays ont une frontière commune avec lui : la Turquie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, le Koweï t, l'Iran et la Jordanie. Hormis avec ce dernier, les relations diplomatiques entre l'Irak et ses voisins ont toujours été très tendues et ont donné naissance à de nombreuses crises ou conflits :

- avec la Turquie : l'Irak subit une contrainte géographique majeure que nous expliciterons dans le paragraphe traitant de la topologie ; en outre, il faut souligner les incursions turques fréquentes dans le Nord du pays sous prétexte de luttes contre le PKK, kurdes d'origine turque opposés au pouvoir central d'Ankara ;
- avec la Syrie : au-delà de la rivalité millénaire au sujet du siège du califat, Damas et Bagdad entretiennent depuis un quart de siècle une hostilité latente , parfois ouverte, motivée par un contentieux fluvial et surtout politique ; en effet, la rupture entre les deux branches du parti Baath fondateur des institutions politiques actuelles des deux pays, l'alliance stratégique Damas-Téhéran peu après le déclenchement des opérations de guerre entre l'Irak et l'Iran , et plus récemment la participation de la Syrie à la coalition contre l'Irak pendant la guerre du Golfe sont à l'origine d'une profonde animosité entre ces deux frères ennemis ;
- avec Israël : même s'il n'a pas de frontières communes avec ce pays, l'Irak s'estime physiquement menacé par Israël depuis le bombardement par Tsahal de la centrale nucléaire Osirak située dans la banlieue de Bagdad le 7 juin 1981 ;
- Avec l'Iran : considéré comme une menace rapprochée constante, l'Iran est l'adversaire culturel, idéologique et politique majeur de l'Irak ; ces ennemis séculaires arabes et persans ont tous deux des ambitions hégémoniques communes sur le Golfe Persique. En outre, ils se disputent une zone frontalière riche en hydrocarbures, le fameux Khuzistan, ex Arabistan. Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein décida de projeter ses forces dans l'espace iranien afin, entre autres, de recouvrer ses droits dans cette région ; s'il était

parvenu à ses fins, il aurait ainsi pu contrôler une région qui aurait doublé les réserves en hydrocarbures de l'Irak, rivalisant ainsi avec l'Arabie au sein de l'O.P.E.P. Enfin, l'Iran ressent une menace irakienne séculaire et de nature religieuse qui prend racine au cœur même du chiisme duodécimain : les deux pèlerinages de Kerbela et Nadjaf, par un curieux accident de l'Histoire, sont en territoire irakien, d'où la revendication d'un droit de regard sur les affaires chiites d'Irak par Téhéran.

- Avec l'Arabie Saoudite : opposés idéologiquement, ces deux pays ont mené une lutte âpre et souterraine pour le leadership au sein de l'O.P.E.P, le régime irakien accusant la monarchie des Al Saoud d'être la réserve énergétique des Etats-Unis ;
- Avec le Koweït : dès 1958, avant la révolution du 14 juillet à Bagdad, les souverains cousins d'Irak et de Jordanie avaient envisagé la création d'une Fédération Hachémite, incluant le Koweït. Le tout-puissant premier ministre de la monarchie irakienne, Nouri-al-Saïd, avait même engagé des négociations avec les Anglais et les Américains afin d'introduire l'armée de Bagdad au Koweït. La révolution de 1958 fut donc un soulagement pour le Koweït mais il ne dura pas ; en 1961, le Général Kassem affirme solennellement que le Koweït fait partie intégrante du territoire irakien ainsi que l'ensemble des principautés de la Côte des Pirates et du Golfe d'Aden , Bagdad s'appuyant sur l'ensemble des anciens territoires qui formaient sous le règne ottoman le Vilayet de Bassora. Or, ce Vilayet comprenait en 1870 le Koweït, mais aussi la côte du Golfe jusqu'au Qatar, englobant la région saoudienne du Hassa où se trouve une bonne partie des ressources pétrolières exploitées par Aramco.

Ainsi, l'Irak se perçoit comme assiégé de toutes parts par des Etats hostiles en puissance et possédant, ou mettant au point, une puissance de frappe non conventionnelle. L'Irak se sent donc enfermé dans un dilemme sécuritaire.

Tous ces antagonismes ont conduit l'Irak à se doter d'armements nombreux et sophistiqués notamment dans le domaine balistique ; ainsi furent développés des missiles pouvant atteindre les capitales de tous les pays voisins de l'Irak : les missiles Al-Husseïn de 650 km de portée et les Al-Abbas d'une portée de 900 km.

Enfin, compte tenu des caractéristiques physiques de son territoire, l'Irak, comme l'Allemagne, dispose de peu de possibilités de repli. Cela permet de comprendre le choix apparemment surprenant de Saddam Hussein durant la Guerre de Golfe de desserrer une partie de son aviation de chasse en Iran !

#### 1.4. Situation d'enclavement.

On peut considérer que l'Irak est quasiment enclavé compte tenu de l'étroitesse de la fenêtre maritime de 50 km de large dont il dispose sur le Golfe Persique, sans port naturel ni accès à la haute mer.

Cette situation de dépendance notamment vis à vis du petit Etat de Koweït explique les contentieux sérieux entre l'Irak et son voisin du sud ! De plus, le refus obstiné de ce dernier d'accorder à l'Irak un accès en haute mer par la location à bail emphytéotique des deux îles de Bubiyan et Warba, qui bouchent l'unique façade maritime de l'Irak sur le Golfe, n'a pas œuvré dans le bon sens quant aux relations diplomatiques des deux pays. Dès la seconde guerre mondiale, les autorités irakiennes aux côtés des alliés avaient exigé la cession de ces îles, arguant alors que la capacité de Bassora était insuffisante et que le

chenal alternatif d'Umm Qasr avait besoin d'être dragué en permanence et nécessitait alors la disposition de ces deux îles alluvionnaires. Depuis soixante ans, cet irrédentisme reste vivace et il est intéressant de noter que, même après la défaite de 1991, l'opinion publique en Irak reste persuadée du bien-fondé de cette revendication afin de doter l'Irak d'un débouché méridional en haute mer et construire un port en eau profonde à la hauteur de la géopolitique du pays.

En outre, on peut identifier une dynamique de désenclavement dans les guerres qui l'ont opposé à l'Iran afin d'élargir la longueur de son littoral en assoyant sa souveraineté sur le Chatt-El-Arab.

On comprend mieux également pourquoi l'Irak cherche à conserver de bonnes relations avec la Jordanie qui lui laisse un accès à la mer Rouge via le port d'Akaba. L'Irak ne peut se permettre aucune visée territoriale sur la Jordanie car la route Bagdad-Amman-Akaba est la veine jugulaire d'une grande partie des importations et des exportations de biens courants irakiens. Tout mouvement des troupes dans cette direction risquerait en outre d'être interprété comme un casus belli par Israël.

Enfin, on peut considérer le rapprochement de l'Irak avec l'U.R.S.S pendant la Guerre Froide comme une volonté commune d'accéder aux mers chaudes afin d'assouvir ensemble leur volonté de puissance respective.

#### 1.5. Profils de la topologie.

L'étude topologique de l'Irak démontre bien que cette notion de «logique du lieu» est une réalité incontournable tant géopolitiquement que géostratégiquement.

Le pays est dominé par la vaste plaine de la Mésopotamie où coulent, en direction du Golfe arabo-persique, le Tigre (1 718 km dont 1 419 en Irak) et l'Euphrate (2 330 km dont 1 200 en Irak).

Le Nord est occupé par les hautes montagnes du Kurdistan qui prolongent le Taurus turc ou le Zagros iranien. Les plateaux steppiques s'abaissent en pente douce vers la Mésopotamie. Aux confins de la Turquie et de la Syrie, le plateau de la Chamiyé est coupé par l'Euphrate qui est bordé par des talus abrupts (d'où l'origine du mot «'irâq»). En aval de Hit et de Samara, les vallées du Tigre et de l'Euphrate forment une large plaine alluviale, la Mésopotamie proprement dite. Aux environs de Bagdad, les deux fleuves se rapprochent puis s'étalent avant de former le Chatt-El-Arab débouchant sur le Golfe par un vaste delta.

Les caractéristiques physiques de ces zones géographiques mettent en lumière de nombreux facteurs géopolitiques souvent majeurs pour l'Irak contemporain :

- désert et frontières : les caractéristiques mêmes du désert sont en contradiction avec toute volonté de fixer des frontières entre deux territoires. C'est une raison supplémentaire pour laquelle l'Irak entretient des litiges frontaliers avec l'Arabie Saoudite et surtout le Koweït dans une zone désertique dont l'enjeu géopolitique est augmenté par la présence de champs pétrolifères. Ainsi, le gisement de Ar-Rumaylah, à la frontière entre les deux pays (qui n'a jamais été précisément bornée) est un facteur de conflictualité, l'Irak accusant son voisin d'exploiter sauvagement ce filon de son côté portant ainsi atteinte au débit de la production irakienne.

- la montagne-refuge : de nombreuses minorités moyen-orientales ont échappé à la persécution du régime irakien en s'établissant dans les montagnes. Dans les régions montagneuses du Nord de l'Irak, ce sont les éléments arménoï des turcs et indo-européens -les Kurdes- qui prédominent en ayant en partie préservé leurs caractères. Ces Kurdes occupent les montagnes et plateaux du Kurdistan depuis des millénaires ; pasteurs et guerriers, ils ont longtemps défendu leurs particularismes, non sans provoquer des affrontements avec les différents pouvoirs centraux. Avec des sommets dépassant les 3000 mètres (Mont Hazaret 3607 mètres), ce relief a offert un sanctuaire idéal pour la rébellion kurde et lui a permis de pérenniser sa lutte contre l'autorité de Bagdad.
- marais et exercice de la souveraineté : en aval de la capitale, le Tigre et l'Euphrate forment la plaine marécageuse du bas-Irak où vivent des chiites duodécimains. Ces bédouins pêcheurs qui peuplent les marécages du Chatt-El-Arab continuent à vivre un genre de vie assez particulier, le pouvoir central irakien ayant d'énormes difficultés à asseoir sa légitimité dans cette zone limitrophe de l'Iran, sanctuaire de la religion chiite.
- fleuves et intérêts géopolitiques : l'Irak a d'abord été connu sous le nom de Mésopotamie, «pays entre les fleuves» (Mésos et Potamos) où vécurent de nombreuses civilisations le long des rives du Tigre et de l'Euphrate. Ces deux fleuves sont aujourd'hui plus qu'hier d'une importance vitale pour plusieurs raisons :

.la faiblesse et l'irrégularité de la pluviosité leur donnent un rôle de pièces maîtresses au niveau des ressources aquifères du pays ;

.l'enjeu géopolitique qu'ils représentent est d'autant plus critique qu'ils prennent source en Turquie, l'Euphrate effectuant en outre un long trajet en territoire syrien avant de s'écouler en Irak. La mise en eau du gigantesque barrage turc «Ataturk» va agir sur la régulation de ces deux fleuves, le débit de l'Euphrate étant en outre assujéti aux vannes du barrage syrien de Tabqa dont l'édification en 1975 avait engendré de violentes disputes entre l'Irak et son voisin. Compte tenu de l'importance géopolitique grandissante des ressources hydrauliques au Moyen-Orient, il est quasiment certain que les relations entre ces trois pays limitrophes ne sont pas prêtes de s'améliorer ;

.le bassin alluvionnaire qu'ils forment en se jetant dans le Golfe, le Chat-El-Arab, joue le rôle de veine jugulaire des transports maritimes tout en servant de frontière avec l'ennemi ancestral, la Perse devenue l'Iran ; cette zone a été et reste encore la source de nombreux différends entre ces deux pays compte tenu de son intérêt aux yeux surtout de l'Irak qui en est totalement tributaire pour accéder au Golfe.

\*

## 2. LA REALITE IDENTITAIRE DE L'IRAK.

### 2.1. Généralités.

La constitution de l'Etat irakien s'est largement faite sous influence du colonisateur anglais. Il a voulu se situer exclusivement dans un héritage ottoman dépouillé de l'islam, sous sa version laï que, sans prendre en compte les autres héritages auxquels se rattachait une partie majoritaire de la population. Toute opposition qu'elle soit communiste, sunnite, chiite ou kurde (malgré la reconnaissance de leurs droits politiques et culturels) a été combattue. Exécutions, massacres se sont répétés sous les différents régimes.

Aujourd'hui, la société irakienne est totalement asservie. La représentation parlementaire a été remplacée par la souveraineté du Conseil de Commandement de la Révolution. Depuis 1979, le CCR représente pour Saddam Hussein un instrument sûr où dominant les éléments sunnites originaires de Takrit (comme le président) ainsi que les membres de sa famille. Les cours de justice ont été remplacées par les tribunaux révolutionnaires. Aux côtés de l'armée, la garde républicaine, corps d'armée d'élite du régime de Saddam Hussein, et les milices exercent un contrôle sévère de la situation intérieure.

Depuis 1968, lors de la révolution républicaine, le pouvoir politique est détenu exclusivement par le parti Baas. Fondé à Damas dans les années 40 par Michel Aflak, un chrétien orthodoxe, et Salah-al-Din-Bitar, un musulman sunnite, le parti Baas (en arabe : «renaissance») se développe dans un Proche-Orient encore dominé par les puissances coloniales, en premier lieu la Grande-Bretagne, mais déjà ébranlé par les luttes nationales. Les mots d'ordre sont alors : retrait des troupes étrangères, indépendance, unité arabe, fin de la «colonisation sioniste» en Palestine.

Le Baas, qui tient son congrès constitutif en 1947 est le premier parti à considérer l'ensemble du monde arabe comme son champ d'action. Il crée des sections régionales en Jordanie (1948), au Liban (1949-1950), en Irak (1951) et place l'unité arabe au centre de sa doctrine. De sensibilité laï que - il rejette les divisions confessionnelles - le Baas reconnaît cependant le rôle de l'islam dans la formation de l'arabisme. Peu à peu il multiplie les attaques contre la démocratie libérale et renforce son orientation socialiste.

En Irak, il a d'abord participé à l'action clandestine de l'opposition sous la monarchie puis a été l'auteur de deux coup d'Etat en 1963 et 1968, date à laquelle il s'est installé au pouvoir. Le parti Baas n'est plus aujourd'hui que le paravent politique du clan présidentiel au pouvoir.

### 2.2. Ethnie et territoire en Irak.

- un problème épineux d'inhomogénéité territoriale :

L'Irak a été formé en 1920 par la Grande-Bretagne, sous l'impulsion de Sir Percy Cox, avec trois parties issues de l'Empire Ottoman : une région kurde dans le Nord, une région arabe sunnite dans le centre autour de Bagdad, et une zone chiite dans le sud. L'Irak est donc un pays composite, hétérogène et inévitablement fragile. En outre, le système de représentation apparemment moderne mis en place par les Britanniques cachait deux formes de domination : l'une confessionnelle des sunnites sur les chiites, puis celle, ethnique, des Arabes sur les Kurdes de l'ex Vilayet de Mossoul. Ainsi assista-t-on dès la création de ce pays à la domination d'élites arabes sunnites sur les deux autres communautés chiite et kurde qui forment cependant plus des trois quarts de la population irakienne. Confrontés à la résurgence des revendications de ces deux communautés, les

gouvernements irakiens de l'ère républicaine n'ont pu éviter de sombrer dans une répression de plus en plus dure et de choisir comme ultime rempart au système politique actuel un clan familial originaire d'une région ô combien riche historiquement, patrie de Saladin et de Saddam Hussein : Tâkriti.

- Quête de l'identité irakienne.:

Encore plus qu'ailleurs, les dirigeants irakiens ont cherché à re-écrire le roman national de leur pays en mettant en exergue le passé glorieux de leurs ancêtres mésopotamiens. Ainsi, ils aiment rappeler les grands chapitres de la riche histoire de la Mésopotamie :

.l'âge d'or de la civilisation sumérienne ( 2800 à 1500 av J.C.) associée en particulier à la célèbre Babylone ;

.l'ère de l'hégémonie assyrienne (1100 à 600 av J.C.) qui s'étendit jusqu'en Egypte et consacra Ninive capitale de l'empire et abrita une bibliothèque de plus de 20 000 tablettes cunéiformes ;

. le nouveau règne des Babyloniens sous Nabuchodonosor qui aménagea, entre autres, des quais dans la ville de Bagdadou ;

.l'empire Abasside (635 à 1258 après J.C.) qui imposa sa souveraineté jusqu'aux confins du Maghreb, de l'Inde et de l'Asie centrale et donna lieu à de nombreuses guerres saintes dont Saladin (de Tâkriti) se fit le champion en s'emparant de Jérusalem (1187), ce qui provoqua la troisième croisade. Le monde arabo-musulman était né et fixa son centre à Bagdad.

- panarabisme et mythes de l'âge d'or :

L'entrée de Soliman le Magnifique dans Bagdad en 1534 annonce l'ère de la domination ottomane qui va durer trois siècles. L'oppression grandissante engendra la renaissance culturelle arabe et l'essor du nationalisme. Ainsi au début du XX<sup>ème</sup> siècle apparaissent des sociétés secrètes comme al-Ahd (du «Serment») qui vont recevoir le soutien des Alliés dans leur lutte contre le joug ottoman lors de la première guerre mondiale. L'arabisme s'est inspiré des nationalismes français et surtout allemand ; il s'appuie sur les principes historiques et linguistiques communs et s'oppose à l'Islam traditionnel, prônant la sécularisation du fait politique afin d'aboutir in fine à la création d'un super-Etat arabe. Saddam Hussein a ainsi tenté de reprendre le flambeau pan-arabe du dirigeant égyptien Nasser, à l'instar d'autres leaders du monde arabe tels que le président syrien Hafiz al-Asad ou le libyen Kadhafi.

Il est en outre intéressant de relever que, sous tous les régimes politiques qui se sont succédés depuis la création de l'Irak moderne –monarchie Hachémite ou république Baathiste- les deux âges d'or de la civilisation mésopotamienne et du Califat Abasside n'ont cessé d'être rappelés ; aujourd'hui, Saddam Hussein est présenté comme l'homme nouveau qui permettra à l'Irak de connaître un autre âge d'or tant au plan intérieur grâce à ses immenses richesses énergétiques, qu'extérieur en réussissant à fédérer le monde arabe et pourquoi pas à vaincre Israël tel Saladin soumettant Jérusalem.

### 2.3. La langue.

Elément fondamental de définition identitaire, outil de construction des projets nationaux, la langue est une sorte de code génétique d'un peuple. La langue officielle de l'Irak est l'arabe ; le kurde est considéré comme la seconde, d'autres langues, turcomane, syriaque étant également pratiquées par les minorités correspondantes. Il est indéniable que cet aspect multi-linguistique est un facteur qui ne peut que nuire à l'unité de l'Irak. En outre, il est préjudiciable aux visées panarabes des dirigeants irakiens et de Saddam Hussein plus particulièrement.

### 2.4. La religion.

- la place de la religion dans l'Etat irakien :

Compte tenu de la laï cité affichée de l'Etat irakien, on peut se demander s'il est opportun d'analyser la géopolitique de l'Irak sous l'aspect religieux. En effet, il faut se rappeler que lors de sa création, le nouvel Etat-nation irakien se définissait comme un Etat arabe où l'Islam-religion devait progressivement céder la place à un Islam-culture nationale arabe. L'arabisme préconise une séparation de fait entre l'Islam et l'Etat et le retrait de tout pouvoir politique et administratif aux communautés religieuses. Ainsi, le développement de l'arabisme au sein des élites sunnites était vraisemblablement un moyen astucieux pour le colonisateur britannique de lutter contre la direction religieuse chiite qui lui était farouchement opposée. La laï cité irakienne devint alors au fil du temps, et notamment sous la république Baathiste, synonyme de régime autoritaire et répressif.

Or, il s'avère que le régime actuel adopte des positions changeantes vis à vis de la religion et ce pour des considérations certes inavouées mais tout à fait géopolitiques. En effet, jusqu'alors, Saddam Hussein et son régime contrôlaient et guidaient les prêches des mosquées. Or, brutalement appauvris par l'embargo, les Irakiens cherchent de plus en plus un réconfort dans la religion. Pour les fidèles d'Irak, semble-t-il, le salut viendra de plus haut ; l'Etat irakien a dû desserrer son étau depuis que le pays est sous embargo. Les signes d'une islamisation rampante de la société sont partout. A la faculté, plus de la moitié des étudiantes portent désormais un foulard alors qu'il y a cinq ans, cela n'existait pas. De même, la plupart des femmes employées dans l'administration portent un foulard. Les mosquées sont très fréquentées dans les quartiers chiites en particulier. L'islam semble être le seul domaine où le régime paraît céder à une pression venue de la société. L'inscription «Allah est grand!» est même apparue sur le drapeau national. Aujourd'hui, Saddam Hussein, qui cite le Coran au fil de ses discours et se fait prendre en photo en train de prier, a aussi ordonné la construction d'une mosquée tous les ans, à chacun de ses anniversaires, ce qui était inimaginable il y a une dizaine d'années.

Cependant, malgré les concessions faites, le maintien d'un régime autoritaire limite les effets de la vague de fond islamique qui affecte, par ailleurs, tous les autres pays de la région. Notons à ce sujet, le meurtre du grand ayatollah Mohamed Sadek Al Sadr et de ses deux fils dans la ville sainte de Nadjaf le 19 février 1999 ; cet assassinat s'est produit quelques semaines après l'opération «Renard du Désert» au moment où les autorités irakiennes divisaient le pays en quatre régions placées sous l'autorité absolue d'un proconsul chargé de lutter contre toute subversion. Ce revirement d'attitude met en exergue toute la difficulté du régime actuel à gérer le fait religieux en Irak. Il est difficile de présager sur son évolution à moyen voire court terme.

- Une grande diversité confessionnelle :

L'arabisme moderne englobe les minorités ethnico-religieuses et tend à dépasser toutes les divisions, qu'elles soient tribales, étatiques ou religieuses ; même si cette définition reste très théorique, il faut noter que de nombreuses communautés religieuses coexistent bon gré mal gré en Irak, ce qui est impossible dans la plupart des autres pays du Golfe :

.les musulmans largement majoritaires, se divisent en deux groupes : les chiïtes qui représentent quelques 55% et les sunnites qui sont environ 45 %. Les chiïtes dans leur immense majorité sont concentrés dans le sud de l'Irak, quelques factions kurdes et turkmènes de la région de Kirkouk étant également de cette confession. Il est intéressant de noter que les sunnites qui détiennent le pouvoir sont non seulement minoritaires confessionnellement parlant mais que, de plus, les musulmans sunnites sont en majorité non arabes puisque les Kurdes, sunnites, représentent plus de 30% de la population totale.

.la communauté chrétienne représente environ 6 % de la population totale et se décline en Chaldéens, Nestoriens, syriaques et catholiques et Arméniens.

Le problème est que le fait géopolitique majeur chiïte se situe en Iran perse qui a adopté cette religion comme religion nationale au XVI<sup>ème</sup> siècle ; le chiïsme arabe est alors interprété comme un particularisme potentiellement anti-arabe et surtout comme un moyen offert à l'Iran pour déstabiliser et se projeter dans le monde arabe. Cela explique en partie la guerre sainte menée par Bagdad contre « l'hérésie chiïte » pour le compte du monde arabe sunnite dans les années 1980. Notons que ni les chiïtes arabes irakiens ni les populations arabes du Khuzistan iranien ne se sont retournés contre leur pays d'appartenance au grand dam des deux leaders belligérants. Cependant, cette césure entre le monde arabe et le monde perse reste l'un des facteurs de conflictualité majeurs dans le Golfe persique ; arabité et iranité n'ont jamais réussi à coexister pacifiquement et l'avenir ne laisse entrevoir que peu d'espoir en la matière.

Ainsi, malgré la laï cité prônée par ce pays, on constate une profonde interpénétration des faits religieux et identitaire en Irak ; sa conséquence majeure réside dans l'activation des sécessionnismes et son corollaire, l'affaiblissement du pouvoir central irakien. Saddam Hussein parviendra-t-il à retourner cette arme contre l'extérieur en jouant la solidarité islamiste plutôt que celle de la fraternité arabe ? Il semble l'avoir déjà tenté sans grand succès mais un revirement de situation est toujours possible avec le raï s irakien.

### 2.5. Les principaux conflits communautaires.

Comme nous l'avons montré auparavant, la «laï cité baathiste» n'est en fait actuellement qu'un simple paravent à la domination confessionnelle de l'élite arabe sunnite appartenant au clan familial de Saddam Hussein. Le pouvoir en place ne représente en aucune façon la société irakienne qui a d'ailleurs été totalement éliminée du jeu politique irakien.

Ainsi, le challenge auquel se trouve confronté l'Irak d'aujourd'hui, consiste à trouver un nouveau contrat social prenant en compte les identités réelles du pays, en particulier les projets politiques des trois grandes communautés, chiïte, arabe sunnite et kurde. La problématique est ardue car elle soulève les questions de rapport entre identité et citoyenneté, entre communauté et nation.

Les jours qui suivirent le cessez-le-feu de mars 1991 furent marqués par l'importance des soulèvements simultanés des Kurdes au Nord et de la population chiite du sud de l'Irak. Le régime de Saddam Hussein dut ainsi contenir une poussée déstabilisatrice sur deux fronts :

- les mouvements contestataires des chiites du Bas-Irak :  
Un formidable soulèvement dans les régions du sud irakien, notamment à Bassorah, suivit la défaite militaire. Une population chiite désenchantée et humiliée se rua à l'assaut des permanences du parti Baas au pouvoir, lyncha les responsables locaux, brûla les effigies de Saddam Hussein et prit le contrôle de nombreuses villes. La répression fut terrible, effectuée par les troupes d'élite irakiennes, en particulier la Garde présidentielle. Plusieurs des responsables de cette opposition ont été assassinés par le régime irakien. En outre, les Etats-Unis se sont toujours méfiés d'elle, la soupçonnant de collusion avec Téhéran. Elle s'articule essentiellement autour de deux composantes : l'Assemblée Suprême de la Révolution Islamique en Irak (l'Asrii) et le parti ad-Daawa al islami.

Le Bas-Irak est peuplé d'une majorité chiite dont l'animosité d'origine religieuse à l'encontre des sunnites se double du fait que dans l'Irak moderne, les sunnites arabes largement moins nombreux qu'eux se sont accaparés le pouvoir depuis la création du pays. Il faut rappeler que la Grande Bretagne avait permis au début du siècle, la création d'une entité territoriale, l'Arabistan, entre Bassorah et Ahwaz. Jusqu'à la création de l'Irak indépendant, Bassorah fut ainsi une capitale régionale, grand port fluvial, centre urbain d'une population arabisée chiite vivant en osmose apparente avec ses coreligionnaires persans de l'autre côté du Chatt-El-Arab. Le renversement de la monarchie Hachémite irakienne en 1958 s'accompagna de l'accession au pouvoir du parti Baas, républicain, laïc et socialiste. Or, dès le début, ce nouveau régime se heurta de front au particularisme politico-religieux des chiites opposés à toute idée de laïcité et notamment au statut de la femme.

Toutefois, la guerre Irak-Iran a révélé la loyauté des populations de l'ex-Arabistan envers leur pays d'appartenance respectif. Ainsi, de part et d'autre du Chatt-El-Arab, les populations chiites ont eu une réaction nationaliste, conforme à l'antagonisme séculaire entre Arabes et Perses. Malgré cela, l'insurrection de 1991 fut réprimée avec une extrême violence et entraîna la liquidation physique de tous les opposants chiites. Ce cruel événement rappelle que les chiites ont toujours été assimilés à l'ennemi perse; les dirigeants Baathistes ont développé une rhétorique anti-chiite plus ou moins voilée qui s'est accentuée dans les années 1970, notamment à partir de la répression des manifestations de février 1977. Ces mouvements entraînèrent la déportation de milliers de chiites, menée au nom de la pureté arabe et s'accompagnèrent d'un racisme non dissimulé à l'égard des masses pauvres chiites entassées dans les banlieues de Bagdad.

Il y a donc une véritable «question chiite» en Irak qui est d'autant plus difficile à résoudre qu'elle a des implications géopolitiques vers l'extérieur comme nous le verrons dans le chapitre consacré aux acteurs du conflit actuel.

- les vellétés sécessionnistes kurdes :  
Les Kurdes, «grands oubliés» du traité de Versailles, sont en lutte depuis plus de 50 ans contre les pouvoirs centraux des différents pays qui se sont partagés le territoire sur lequel ils étaient installés. Au nombre d'environ trente millions, ils sont répartis pour l'essentiel sur trois Etats : l'Irak (5 millions), l'Iran (7 millions), la Turquie (15 millions), auxquels il faut ajouter les deux communautés de Syrie (1 million) et de l'ancienne Union soviétique (350 000). Ils mènent une lutte armée dans les trois premiers. En outre, le

Kurdistan d'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, est devenu le champs clos des rivalités des puissances régionales :

.incapable de répondre aux aspirations de ses propres Kurdes, Ankara mène une guerre à outrance dans le Sud-Est de la Turquie et maintient dans le Kurdistan d'Irak un contingent permanent de troupes pour tenter de combattre les infiltrations du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

. l'Iran, intervenu aux côtés de Jalal Talabani dans la lutte qui l'opposait à son rival, Massoud Barzani, tente de mettre fin aux activités du Parti démocratique kurde d'Iran.

En Irak, l'indépendance accordée en 1930, allait être le signal d'un affrontement quasi permanent entre un pouvoir très centralisateur à Bagdad et une communauté kurde refusant toute intégration à un Etat qui se définissait comme arabe. Le principal point d'achoppement semble, en fait, résider dans la richesse pétrolière de Kirkouk et de ses environs. Ainsi, le régime irakien sera toujours intransigeant sur cette affaire et même s'il s'est engagé dans des négociations visant à garantir aux Kurdes les droits culturels et l'autonomie qu'ils revendiquent, il n'acceptera jamais que cette ville fasse partie d'une quelconque zone autonome.

La communauté kurde actuelle est particulièrement nombreuse ; elle représente environ 25% de la population irakienne. Alors que cette caractéristique est considérée souvent comme un avantage dans une telle situation, Saddam Hussein va l'utiliser, et jouer sur ses divisions politiques en mettant en application le principe «diviser pour mieux régner». En effet, deux partis se disputent la direction des affaires kurdes, n'hésitant pas à se lancer dans de violentes confrontations armées en signant des alliances parfois des plus surprenantes :

.le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak est dirigé par Massoud Barzani, le fils de Mustapha Barzani, figure légendaire de la révolte des Kurdes irakiens. Il contrôle le nord de la région kurde d'Irak, appuyé à la Turquie. Très proche de celle-ci, Massoud Barzani entretient également de bonnes relations avec les Etats-Unis et n'a jamais interrompu le dialogue avec l'Irak. Il a fait appel à Bagdad en 1996 dans le conflit qui l'a opposé à sa rivale l'UPK.

.l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak est dirigée par Jalal Talabani, qui contrôle le sud de la région, adossé à l'Iran. Scission du PDK réalisée en 1974, elle s'oppose à lui depuis. En 1996, elle a été chassée d'Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak par le PDK et l'armée irakienne.

Le conflit entre les deux factions kurdes a fait plus de 3 000 morts depuis 1994. Leur lutte sur le partage des ressources au Kurdistan (notamment les droits de douane perçus aux frontières avec la Turquie et avec l'Iran), sur le sort de la ville d'Erbil, capitale du Kurdistan, et la rivalité historique entre Barzani et Talabani ont fait voler en éclats l'expérience de gouvernement autonome mise sur pied en 1992 à la suite d'élections. En septembre 1998, les deux partis ont signé l'accord de Washington prévoyant la formation d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaire au Kurdistan irakien. Mais depuis, leurs divergences demeurent sur la normalisation de la situation dans les villes sous leur contrôle respectif et sur la répartition des ressources financières.

Il faut également rajouter trois autres partis minoritaires de l'opposition kurde qui contribuent aux dissensions qui vulnérabilisent cette communauté : le Parti socialiste unifié du Kurdistan, le Front unifié du Kurdistan et le Mouvement islamique du Kurdistan.

\*

### 3. GEOECONOMIE DES RESSOURCES DE L'IRAK.

L'instabilité régionale, tout comme l'implosion qui menace l'Irak, est d'autant plus accrue que ce pays dispose de ressources naturelles géopolitiquement sensibles, génératrices de nombreuses convoitises étrangères et caractérisées par un haut degré de conflictualité potentielle.

#### 3.1. Enjeu de l'eau.

L'eau est une ressource si précieuse au Moyen-Orient qu'elle est bien souvent une des causes de conflictualité majeures entre les pays de cette région. A l'instar des querelles entre l'Egypte et le Soudan ou des visées israéliennes sur le contrôle du sud-Liban, le différend opposant l'Irak, la Syrie et la Turquie trouve son origine dans l'accès à cette denrée rare.

Comme nous l'avons expliqué dans le paragraphe relatif à son profil topologique, l'Irak est totalement tributaire du bon vouloir de ses deux voisins syrien et surtout turc quant au débit des deux principaux fleuves qui le traversent et lui fournissent la majeure partie de ses ressources aquifères. Malgré la mise sur pied d'un comité tripartite et du projet d'«aqueduc de l'amitié», l'eau reste une pomme de discorde entre l'Irak et ces deux pays. Cette contrainte géopolitique forte avec la Turquie est, de plus, exacerbée par l'alliance stratégique qu'a passée cette dernière avec Israël, ennemi juré de l'Irak.

#### 3.2. Enjeu des hydrocarbures.

- Réserves et exploitation du pétrole irakien :  
Les réserves de pétrole de l'Irak sont élevées et constituent quelques 10% des réserves mondiales connues. Les 112,5 milliards barils de pétrole qu'elles représentent restent très attractifs pour les sociétés étrangères. Deux contrats de développement ont ainsi été signés en 1996 et en 1997 avec la Russie et la Chine :
  - .Qurna au consortium russe dirigé par Lukoil
  - .Al Ahdab aux compagnies chinoises CNPC et Norinco

Mais l'exécution de ces contrats ne pourra être réalisée qu'à la levée des sanctions.

L'exploitation de certains champs pétrolifères aurait également été déjà réservée par des compagnies étrangères comme :

- .Majnoon au groupe français Elf
- .Bin Umr à Total
- .Nasiriyah à l'italien Agip

Cet attrait s'explique par deux facteurs:

- .les coûts d'exploitation du pétrole en Irak sont extrêmement compétitifs et rend l'investissement sur le strict plan économique beaucoup plus attractif

qu'ailleurs : si le coût du baril varie dans les pays du Golfe de 3 à 6 dollars, en Irak il se situe entre 1,5 et 2 dollars ;

.le ratio découverte/rapport au nombre de puits forés est exceptionnellement élevé de même que le débit par puits foré est extrêmement haut.

Théoriquement les résolutions des Nations Unies n'interdisent pas aux sociétés étrangères de signer de tels accords à condition qu'ils ne soient pas exécutés avant la levée des sanctions.

La France et la Russie se sont montrées favorables à de tels accords alors que les Etats-Unis et le Royaume Uni y voient une violation de l'esprit de l'embargo. On peut ainsi comprendre la volonté de ces derniers de dégrader le potentiel d'exploitation pétrolière lors de certaines missions aériennes qui se déroulent depuis l'opération Desert Fox...

- Evolution de la production pétrolière :

Quand le programme pétrole contre nourriture débute en décembre 1996, beaucoup de sociétés et de gouvernements étrangers le considèrent comme un premier pas vers un retour de l'Irak sur le marché pétrolier après une interruption en août 1990.

Mais près de dix ans plus tard, la fin de l'embargo imposé par les Nations unies semble loin.

Il est intéressant d'observer l'évolution de l'activité pétrolière en Irak depuis la Guerre du Golfe à partir des données de l'Arab Oil and Gas Directory, 1999, Arab Petroleum Research Center :

année	Production moyenne En milliers de barils/jour	Evolution % année précédente
1989	2 785,8	+1,5
1990	2 110,0	-24,3
1991	285,8	-86,5
1992	526,2	+84,1
1993	659,5	+25,3
1994	748,7	+13,5
1995	736,9	-1,6
1996	740,4	+0,5
1997	1 150,0	+55,3
1998	2 100 (estimée)	84,3

Alors que les exportations de brut irakien avaient atteint leur record de neuf années consécutives d'augmentation annuelle en 1989, la mise en place de l'embargo par les Nations unies en août 1990, suite à l'invasion du Koweït mit un terme aux exportations du pétrole irakien. La production fut en outre fortement réduite en 1991, les infrastructures ayant été sérieusement endommagées lors des opérations militaires.

Petit à petit, l'outil de production fut reconstruit et le marché noir s'installa grâce à la permissivité des autorités jordaniennes, turques et iraniennes.

Le 20 mai 1996, en vertu de l'accord pétrole contre nourriture signé entre l'Irak et les Nations unies et après une interruption de plus de six ans, l'Irak est autorisé à vendre une

quantité limitée de pétrole par semestre, le volume précis de pétrole vendu variant selon les prix du baril.

Jusqu'en octobre 1999, le plafond était de 5,256 milliards de dollars pour une période de six mois. Mais le secrétaire général des Nations unies lui-même a souligné que la gravité de la situation était telle que même si le plafond des 5,2 milliards de dollars était atteint, cette somme serait insuffisante pour répondre à tous les besoins humanitaires du peuple irakien.. Il est à noter que la production du pays estimée pour 1998 rattrape le niveau de 1990 : une autre éventuelle raison de certains ciblage opérés par les forces aériennes anglo-américaines pendant et après l'opération Desert Fox ; en effet, le retour sur le marché du pétrole irakien représente une certaine menace sur le cours de cette matière première et peut constituer un risque de déstabilisation pour les monarchies pétrolières, en particulier l'Arabie saoudite, alliées traditionnelles des Etats-Unis.

Le 4 octobre 1999, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1266 qui autorise l'Irak à exporter 3 milliards de dollars supplémentaires de pétrole jusqu'à la fin de la sixième phase, soit novembre 1999. L'Irak était donc autorisé pour cette période (juin-novembre 1999) à exporter au total plus de 8 milliards de dollars de pétrole. Or Saddam Hussein provoqua fin novembre un coup de théâtre, dont il a le secret, en refusant catégoriquement de poursuivre la production pétrolière de l'Irak ; cet arrêt brutal entraîna immédiatement une hausse importante du prix du baril et déstabilisa momentanément l'économie mondiale.

\*\*

L'analyse géopolitique de l'Irak met en exergue toutes les facettes de la problématique à laquelle est confronté ce pays ; pris dans l'état d'une zone instable au passé chargé en crises et conflits, menacé d'implosion par des tiraillements communautaires internes, l'Irak a d'autant plus de mal à faire face aux convoitises étrangères qu'il dispose d'importantes ressources géoéconomiques. Potentiellement et stratégiquement parlant, il ne peut donc que susciter l'intérêt des grandes puissances ce qui rend alors la situation de crise actuelle encore plus difficile à résoudre.

L'implosion qui menace ce pays, c'est à dire son délitement en plusieurs territoires sous l'action des différents séparatismes communautaires, est en outre tout particulièrement préoccupante. En effet, l'apparition d'entité(s) autonome(s) pourrait provoquer des secousses dans l'ensemble de la région et la rendrait encore plus explosive. Dans la zone du Golfe, aucun des acteurs n'est sûr du lendemain eu égard au nombre de pulsions belliqueuses et de convoitises sur le partage de la rente pétrolière et gazière.

\*\*\*

## **D LES ACTEURS DE LA CRISE IRAKIENNE**

L'attitude des pays qui participent plus ou moins directement au conflit est dictée par des intérêts géopolitiques divers bien qu'orbitant pour la plupart autour des réserves pétrolières de l'Irak. En effet, les stratégies des puissances victorieuses de la guerre du Golfe et notamment celle des Etats-Unis, véritable chef d'orchestre de la politique de fermeté menée contre Bagdad, servent leurs desseins économiques. Cet objectif commun, allié aux préoccupations identitaires religieuses et territoriales des puissances régionales, rend la crise irakienne encore plus complexe et donc encore plus difficile à résoudre.

Nous nous intéresserons tout d'abord aux positions des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; si l'on constate des désaccords entre ces pays quant à la ligne à suivre à l'égard de Bagdad, c'est en raison des divergences d'intérêts des uns et des autres qui donnent lieu à certaines velléités françaises russes et chinoises de se démarquer de la radicalisation de la politique américaine.

Puis nous analyserons le comportement des grands concurrents régionaux de l'Irak : l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie.

Nous passerons sous silence les positions jordaniennes et syriennes ; compte tenu des alliances passées tumultueuses entre ces pays, de la récente mort du roi Hussein de Jordanie et de la politique particulière du frère ennemi Hafiz al-Asad, il est difficile de dégager quelques idées-forces dans l'attitude de ces deux pays limitrophes de l'Irak, à l'égard de la crise actuelle que traverse leur voisin.

\*\*

### **1. UN POLE D'INTERET COMMUN : LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT.**

Malgré l'avènement et le développement de nouvelles formes d'énergie, le pétrole continue de jouer un rôle primordial dans les approvisionnements des pays industrialisés. En effet, le pétrole reste actuellement l'énergie la plus importante dans la structure des approvisionnements des pays de l'OCDE, représentant près de 40 % des besoins énergétiques de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale. En outre, le triplement du prix du baril en un an démontre que le déséquilibre du marché en faveur des pays consommateurs ne pouvait durer éternellement. Le sentiment de quiétude quant à l'avenir du marché pétrolier qui s'est installé depuis bientôt 20 ans n'est plus que provisoire. De plus, les projections démographiques mondiales aboutissent toutes à un accroissement de la population et de son corollaire, la demande énergétique. Ainsi, les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie indiquent que les besoins mondiaux en pétrole augmenteront de 25 millions de barils par jour d'ici 2010 ! Cela représente plus de deux fois la capacité de production de l'Arabie Saoudite qui est le plus grand producteur au monde. D'autres prévisions sont encore plus alarmistes et ce n'est pas l'exploitation du pétrole de la Caspienne ou du Venezuela ou d'ailleurs qui permettra de combler la demande. C'est en toute logique vers la zone du Golfe et du Moyen-Orient que se tourneront les regards.

Le contrôle du pétrole reste donc une des clés des stratégies énergétiques des pays industrialisés et celui du Moyen-Orient en est un des éléments principaux, restant de loin le principal pourvoyeur des importations pétrolières et le premier réservoir de brut (60% des réserves prouvées).

Le marché pétrolier connaît actuellement une hausse d'autant plus impressionnante que le prix du pétrole avait évolué depuis la fin de la guerre du Golfe dans une fourchette

basse, entre 13 et 19 dollars le baril. L'Irak souhaite revenir le plus tôt possible sur la scène pétrolière afin d'y gagner les devises nécessaires à sa survie, quitte à provoquer une baisse des cours du pétrole qui pourrait être fatale aux «pétromonarchies» du Golfe. Cependant, même s'il est contraire à leurs intérêts à court terme, ce retour sur la scène pétrolière est pourtant jugé inéluctable par la majorité des opérateurs pétroliers, à moins d'accepter une déstabilisation profonde de l'Etat irakien qui risquerait de profiter in fine à l'Iran et donc desservirait, d'une autre façon, les monarchies pétrolières du Golfe et leur allié traditionnel américain.

L'Irak est donc bien au cœur d'une problématique géostratégique ; il ne peut que susciter l'intérêt de par sa position, de par ses ressources pétrolières et enfin de par ses capacités de développement prévisibles dès lors qu'il sera dégagé de ses contraintes et des contingences politiques actuelles.

\*

## 2. LES ETATS UNIS.

### 2.1. Buts et motivations américains :

Dans le conflit qui les oppose à l'Irak, il est important de distinguer d'une part les buts officiels et avoués des Etats-Unis, et par ailleurs leurs motivations cachées.

Tout d'abord, Washington considère, à juste titre, que la possession d'armes de destruction massive par un Etat perturbateur est la plus grave menace qui soit actuellement; d'où l'impérieuse nécessité de tout mettre en œuvre pour lutter contre l'Irak de Saddam Hussein qui s'est toujours targué de posséder de telles armes, qu'il n'a d'ailleurs pas hésité à utiliser contre une partie de la population kurde de son pays pendant la guerre contre l'Iran. Il est indéniable que l'Irak était en passe de disposer d'une ou deux armes nucléaires en 1990 ; la plus grande prudence est donc de rigueur ainsi qu'un contrôle exhaustif des sites susceptibles de receler de tels systèmes. Ainsi, Washington veut, à travers les résolutions de l'ONU, que l'Etat irakien soit privé des capacités militaires qui lui donneraient la possibilité de peser dans la région du Golfe et au Moyen-orient.

Cependant, d'autres motivations ont poussé les Etats-Unis dans cette guerre d'usure contre l'Irak. En effet, on peut mettre en exergue le triple intérêt inavoué suivant :

.assurer la rentabilité des gisements pétroliers afin de satisfaire le puissant lobby américain tout en garantissant la sécurité des approvisionnements ; il est intéressant de souligner que les bénéficiaires des compagnies américaines ont littéralement explosé ces dernières années : Exxon, Aramco, Mobil et Chevron ont tiré profit de l'embargo sur le pétrole irakien et de son corollaire, la rente de situation de leur allié saoudien en l'absence de Bagdad. Il faut en outre souligner que ces compagnies sont autant intéressées par le pétrole irakien que n'importe quelle société pétrolière ou gazière dans le monde ; bien qu'elles n'aient pas le droit de négocier avec l'Irak, elles s'arrangent pour discuter indirectement par l'intermédiaire de sociétés écrans en vue d'établir le moment venu une association pour travailler en Irak ;

.garantir la santé financière des pétromonarchies du Golfe dont ils sont le fournisseur quasi exclusif, notamment dans le domaine des ventes d'armes ; en effet, les débouchés de l'industrie militaire américaine sont étroitement

dépendants du marché saoudien : la fameuse mission militaire américaine installée à Riyad, l'USMTM ( US Maintenance and Training Mission) forte de quelques 3000 personnes, atteste l'ampleur de l'effort consenti par les américains en matière de coopération militaire. Les industriels américains de l'armement sont en outre doublement comblés puisqu'ils profitent du marché de remplacement des armes utilisées quotidiennement et peuvent tester leurs dernières technologies grâce à ce «salon mondial à tir réel» ;

.pérenniser la sécurité d'Israël et rassurer ainsi le puissant lobby juif américain qui considère que tout ce qui touche l'Etat hébreu constitue pratiquement une affaire intérieure aux Etats-Unis. D'où la volonté américaine de neutraliser l'Irak et lui interdire de jouer un quelconque rôle dans les négociations de paix arabo-israéliennes. L'endiguement de l'Irak doit permettre la destruction complète des capacités militaires irakiennes et priver Bagdad de tout moyen de reconstituer un pôle de puissance politique au cœur du Proche-Orient, avec pour conséquence un déséquilibre stratégique majeur dans la région. L'Irak étant hors jeu et la présence militaire américaine dans la péninsule Arabique renforcée, les Etats voisins d'Israël se trouvent dans un état d'infériorité durable en face de la puissance israélienne.

Ainsi les Etats-Unis ont tout intérêt à faire preuve d'intransigeance à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein et à retarder le plus longtemps possible le retour de celui-ci sur le marché pétrolier. Le but idéal à atteindre serait bien évidemment pour eux de parvenir à mettre en place un leader irakien leur garantissant l'exploitation exclusive du marché national le jour où les économies de leurs alliés actuels déclineront. Rappelons à ce propos que des négociations auraient eu lieu entre compagnies américaines, plus particulièrement Mobil, et officiels irakiens à Amman, aux dires de journalistes et diplomates spécialistes du Golfe. Il est quasiment certain qu'au moment opportun et avant la levée de l'embargo, lesdites sociétés feront pression sur le gouvernement américain pour l'inciter à négocier directement avec Bagdad en vue de leur obtenir une bonne part des contrats dans le secteur pétrolier. Il ne serait pas surprenant d'apprendre un jour que les Etats-Unis sont parvenus à un tel arrangement pour sauvegarder les intérêts pétroliers américains en Irak...

Reconnaissons également l'extrême habileté des Etats-Unis à simultanément convaincre les pays du Golfe de la nécessité d'installer dans la région un parapluie de sécurité sous contrôle du Pentagone et garantir par conséquence la sécurité d'Israël ennemi juré de ces mêmes pays du Golfe !

## 2.2. Hésitations de Washington :

Il faut souligner que les Américains ont toujours oscillé entre la crainte d'un Irak éclaté et celle d'un Irak redevenu conquérant. Comment se débarrasser de Saddam Hussein sans se débarrasser de l'Irak ? Telle est la quadrature du cercle pour les Américains. L'Irak peut être comparé à un étai : s'il s'effondre, toute la région risque d'imploser. Et la désintégration de l'Irak, si elle devait avoir lieu, profiterait pour l'essentiel aux ennemis de l'Amérique.

En 1991, si la coalition occidentale avait poursuivi son offensive sur Bagdad, il n'est pas sûr que la situation ne serait pas pire qu'aujourd'hui pour les Américains. En effet, l'Etat irakien aurait très certainement disparu au profit de trois entités. On aurait eu dans le Nord, une zone kurde incontrôlable qui aurait gravement fragilisé la Turquie alliée de

l'Amérique, et dans le Sud, une zone chiite plus ou moins satellisée par l'Iran. Le même problème se pose aujourd'hui. En cas de désintégration de l'Irak, on aurait sans doute à court terme dans le Sud une sorte d'émirat pétrolier chiite, plus ou moins contrôlé par Téhéran, qui pourrait servir de base à une déstabilisation des pétromonarchies du Golfe. Quant au Nord, une réactivation de la question kurde est d'autant plus dangereuse que, depuis la fin de la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien est devenu une zone d'affrontement permanent entre des mouvements armés instrumentalisés par les puissances régionales. En outre, il faut ajouter que la Turquie, partie prenante dans cet imbroglio kurde, occupe une zone de sécurité le long de la frontière irakienne et est aujourd'hui l'alliée ouverte d'Israël. L'addition de tous ces paramètres met en exergue le danger que constituerait la disparition de l'Etat central irakien pour l'ensemble des pays de la région et par répercussion pour les grandes puissances occidentales. Cette éventualité nuirait donc totalement à Washington.

### 2.3. La politique irakienne actuelle des Etats-Unis :

Il n'y a pas de solution de la crise irakienne à court terme pour les Américains si ce n'est la politique de l'endiguement à l'égard de l'Irak afin «d'empêcher Saddam de sortir de sa boîte». Les Etats-Unis doivent faire preuve de patience, de persévérance, d'autorité et surtout d'habileté ; mais au jeu du chat et de la souris, il faut bien reconnaître que Saddam Hussein n'est pas malhabile et donnera beaucoup de fil à retordre à l'oncle Sam. Rappelons l'échec cuisant de la CIA en 1996, suite à l'intervention des forces irakiennes à la demande de la faction kurde du PDK. Les américains qui avaient installé un dispositif secret, sous couvert de l'opération Provide Comfort, pour organiser la résistance kurde furent obligés de fuir en abandonnant précipitamment cette base arrière. Ils tirèrent alors définitivement un trait sur l'option kurde et recentrèrent leur action sur leur zone d'intérêt prioritaire : la frontière sud avec leurs alliés koweïtien et saoudien. D'où les tirs de missile dans la région de Bassorah, en représailles à l'action militaire irakienne dans le Nord. Dans la foulée, les Etats-Unis décidèrent unilatéralement d'étendre la zone d'interdiction de vol au sud du 32<sup>ème</sup> au 33<sup>ème</sup> parallèle, c'est à dire de la frontière du Koweït aux faubourgs de Bagdad.

Suite à l'opération Desert Fox, la position américaine a tenté de s'affirmer en visant ouvertement l'ennemi juré de la diplomatie américaine dans le Golfe depuis près de dix ans: Saddam Hussein.

Le diplomate Frank Ricciardone fut alors officiellement nommé «représentant spécial pour la transition en Irak» par le Département d'Etat américain afin d'aider les Irakiens à se débarrasser du dictateur de Bagdad. D'après lui, deux scénarios ont, l'un et l'autre, leurs partisans à Washington : un assaut à partir du Koweït, avec l'espoir de provoquer une mutinerie dans le Sud chiite, ou une série d'actions ciblées contre le «sommet de la pyramide», c'est-à-dire les 75 officiers supérieurs qui occupent des postes clefs dans la chaîne de commandement irakienne.

L'action de Frank Ricciardone repose sur une loi adoptée par le Congrès le 28 septembre 1998 et signée par Bill Clinton le 31 octobre, le jour où Saddam Hussein mettait à la porte les inspecteurs des Nations unies censés contrôler le désarmement de son pays. La loi fixe également au gouvernement un plafond de dépenses : près de 100 millions de dollars. Madeleine Albright annonça qu'elle chargeait Ricciardone de la mise en œuvre du dispositif, en précisant qu'il serait assisté dans sa tâche par un état-major civil et militaire. Au lendemain de la réunion de Londres, ils partirent ensemble pour une tournée au Proche-Orient et dans le Golfe destinée à expliquer aux pays de cette région la nouvelle politique américaine d'endiguement et de changement de régime en Irak.

Ainsi, alors que jusqu'ici les Américains disaient vouloir «contenir» l'Irak, on se met à parler de «containment plus». En clair, la politique mise en œuvre après la guerre du Golfe n'ayant pas permis de résoudre le problème, on cherche, cette fois sérieusement, à se débarrasser de Saddam Hussein. Les Américains veulent jouer sur deux leviers : la guerre psychologique et la formation d'unités combattantes.

Selon l'article 3 du texte Irak Liberation Act «la politique des Etats-Unis doit avoir pour but la chute du régime dirigé par Saddam Hussein et la promotion d'un gouvernement démocratique en Irak». L'article 4 précise les moyens que le président est autorisé à fournir à l'opposition irakienne : des moyens de propagande, bien sûr, notamment du matériel de radiodiffusion, mais aussi des armes prises sur les stocks de l'armée américaine et des instructeurs pour l'entraînement de forces de combat. Le 16 janvier 1999, la Maison-Blanche faisait connaître la liste des sept organisations irakiennes - parmi plus de 80 - sélectionnées pour bénéficier de cette aide.

Les partis sélectionnés doivent remplir un certain nombre de conditions: le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, la volonté d'entretenir des relations pacifiques avec les voisins de l'Irak, l'attachement à l'intégrité territoriale de leur pays, la volonté de coopérer avec les autres opposants «démocrates». Compte tenu du niveau général, les examinateurs ont fait preuve d'une certaine indulgence... Sur les sept organisations retenues, trois seulement peuvent se prévaloir d'une histoire et d'une influence véritables à l'intérieur du pays : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani, les deux frères ennemis kurdes qui ont conclu un fragile accord de réconciliation en septembre 1998 sous la pression de Washington après des années de lutte, et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) de l'ayatollah Mohammad Baqer al-Hakim. Les autres formations sélectionnées sont le Mouvement islamique du Kurdistan, un petit parti islamiste divisé entre pro-saoudiens et pro-iraniens, le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle, un groupuscule créé en 1993 à Londres, et deux organisations pro-occidentales qui ont depuis plusieurs années des liens étroits avec la CIA, le Conseil national irakien (CNI) d'Ahmed Chalabi et l'Accord national d'Ayad Alawi.

Toujours est-il que, pour la première fois, la politique visant à renverser Saddam est officielle, et gérée en direct par le Département d'Etat. Aux Etats-Unis, la nouvelle politique irakienne ne fait pas l'unanimité. Encore une fois on retrouve cette double crainte: d'une part, la perspective d'un nouveau fiasco en cas d'échec, et, d'autre part, le risque, en cas de réussite, de voir l'Irak débarrassé de Saddam devenir très vite un nouvel Afghanistan. L'un des plus critiques est le général Anthony Zini, qui commande les troupes américaines dans le Golfe. Le 28 janvier 1999, il expliquait à la commission de la Défense du Sénat américain que cette nouvelle politique pouvait s'avérer dangereuse et qu'elle risquait de déboucher sur une «situation à l'afghane». En outre, les opérations aériennes anglo-saxonnes apparaissent aux yeux de leurs détracteurs comme un aveu d'impuissance de l'Administration Clinton et une absence totale d'option politique pour la gestion de la crise irakienne. Elle traduit, pour eux, le rejet d'un quelconque engagement de troupes terrestres américaines pour renverser Saddam Hussein et favorise alors une situation de chaos sans aucune alternative politique.

Cette inquiétude, partagée par plusieurs dirigeants de la région, incite à nouveau à prôner qu'il est «urgent d'attendre» ! Frank Ricciardone reconnaît qu'il n'y a aucune garantie en ce qui concerne l'après-Saddam mais refuse de croire que l'Irak puisse être demain plus dangereux qu'aujourd'hui. Le pays étant divisé, il souhaite encourager les Irakiens à travailler ensemble et pense que cela est tout à fait possible. Vision des choses

trop optimiste ? Certes, comme nous l'avons rappelé, Washington n'en est pas à sa première tentative de déstabilisation du régime de Saddam Hussein. Et, manifestement, la plupart des représentants contactés de l'opposition irakienne font preuve d'une grande circonspection à l'égard de la démarche américaine. Pourtant, jamais la première puissance de la planète n'avait à ce point officialisé sa politique visant à renverser Saddam. Et cet effet d'annonce condamne cette fois-ci les Etats-Unis à réussir.

#### 2.4. Israël : une entrave à la politique américaine dans le Golfe

A l'instar de l'Administration Bush en 1990, celle de Bill Clinton se trouve à l'heure actuelle confrontée à la même accusation : être partielle dans l'application des principes internationaux. De plus, le tandem Clinton-Albright fait encore preuve d'une plus grande complaisance à l'égard d'Israël que ne le faisait l'équipe Bush-Baker. Il est même fait allusion à une certaine dimension personnelle quant à l'attitude de ce couple dans la crise irakienne actuelle ; en effet, Madeleine Albright éprouve une «aversion viscérale» à l'égard des régimes similaires à celui de Bagdad. Elle se veut victime des Etats nationalistes et des régimes pro-soviétiques. Sa propre expérience dans son pays natal, la Tchécoslovaquie, semble avoir définitivement forgé ses sentiments. Or l'Irak est à la fois nationaliste et ancien allié de l'ex-URSS. Ainsi peut s'interpréter la position extrêmement rigide de Washington sur la question irakienne, position qui n'est plus partagée sur le plan international que par la seule Grande-Bretagne.

Le maître actuel de la Maison Blanche persévère dans sa politique des «deux poids deux mesures» en montrant une fermeté sans faille vis à vis de l'Irak de Saddam Hussein afin qu'il devienne un modèle de conformité par rapport à toutes les résolutions de l'ONU alors qu'Israël continue d'ignorer les résolutions le concernant et rechigne à faire aboutir le processus de paix au Proche-Orient.

#### 2.5. Une politique vouée à l'échec ?

Dans cette guerre d'usure qu'ils livrent à l'Irak, les Etats-Unis risquent la rupture définitive du consensus international quant au bien fondé des sanctions économiques. Desert Fox et l'Irak Liberation Act marquent la transition vers un nouveau régime de surveillance et d'endiguement du régime de Bagdad et surtout la volonté des Américains d'imposer leur gestion de la crise irakienne au mépris de l'opinion des autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU. En outre, ils préconisent officiellement au cours des discussions dudit Conseil, une option consistant à mettre en place un nouveau régime de désarmement renforcé par un régime de contrôle du respect des droits de l'homme : un programme réaliste ! une véritable volonté d'aboutir diplomatiquement !!!

Quoiqu'il en soit, les opérations militaires menées depuis plus d'un an ont affaibli la crédibilité des Etats-Unis sinon celle de l'ensemble des Occidentaux là où cela compte le plus dans le monde arabe. L'anti-américanisme a franchi un degré de plus dans toute la zone Moyen-orientale. En outre, les Américains ont offensé une bonne partie des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU ainsi que le secrétaire général de l'Organisation, Kofi Annan. Ils ont provoqué la colère de la Russie, la désapprobation de Pékin et un certain malaise chez leurs alliés européens. Enfin, ces opérations sont même stériles car non seulement elles ne semblent pas affaiblir Saddam Hussein mais on assiste à un sentiment accru de haine à l'endroit de M Clinton et à un renforcement apparent de la confiance des irakiens en Saddam Hussein. L'attaque venue de l'extérieur conforte le dictateur à l'intérieur. Cela s'est vérifié à Cuba et pourrait profiter ainsi à Saddam Hussein.

\*

### **3. LA RUSSIE.**

Trois principaux facteurs incitent Moscou à s'opposer à la politique américaine et à prôner une autre politique à l'égard de l'Irak :

.l'énorme dette irakienne vis à vis de la Russie qui n'a aucun espoir de la récupérer tant que des sanctions draconiennes seront en vigueur contre ce débiteur ;

.les intérêts des groupes pétroliers russes et des autres industries qui étaient très actives en Irak avant l'invasion du Koweït et la mise en place des sanctions ;

.le sentiment général de la Douma mais aussi de l'extérieur tant dans les rangs du parti communiste que dans ceux de l'extrême droite et qui appellent à l'abandon du régime sévère imposé à l'Irak.

Moscou cherche aujourd'hui à revenir dans ses zones d'influence traditionnelles, notamment les pays arabes «progressistes», comme la Syrie et l'Irak. Bagdad et Damas pourraient se retrouver dans une sorte de configuration pro-russe qui inclurait également Téhéran. Une telle alliance contrerait l'axe turco-israélien encouragé et soutenu par Washington.

Si en 1991 le Kremlin s'est aligné sur la position des alliés, espérant ainsi s'intégrer à l'Occident, sa politique est aujourd'hui toute autre et claire : s'opposer aux frappes militaires américaines.

\*

### **4. LA GRANDE BRETAGNE**

Depuis le début de la crise dans le Golfe, la Grande Bretagne s'est trouvée en phase avec la politique américaine, position que l'on peut expliquer par trois facteurs :

.l'attachement que manifeste Londres à la souveraineté du Koweït, pays à qui elle a accordé l'indépendance en 1961 ; une certaine nostalgie de l'époque où elle occupait la position dominante dans le Golfe que lui a ravie sa cousine américaine dans les années 1970 ;

.la présence de la plupart des factions de l'opposition irakienne à Londres, où elles jouissent d'un soutien ferme de la part du gouvernement britannique, amorcé par Margaret Thatcher puis relayé par John Major ;

.les convergences d'intérêts économiques dans le Golfe avec les Américains notamment dans le domaine pétrolier et aussi de l'armement, la Grande-Bretagne privilégiant souvent la coopération transatlantique dans ces secteurs stratégiques, au détriment, par ailleurs, d'alliances européennes.

Ainsi, la politique britannique se caractérise par l'intransigeance à l'égard de l'Irak et rivalise en fermeté avec la politique américaine, à qui elle apporte à l'ONU, et ailleurs, un appui inconditionnel.

Malgré trois ministres successifs, Mme Margaret Thatcher, MM. John Major et Antony Blair et le remplacement des conservateurs par les travaillistes, l'attitude des Britanniques est restée sans nuance et sans changement, s'alignant sur la politique américaine et défendant ainsi l'ordre international qu'elle a contribué à fonder.

\*

## 5. LA CHINE

La Chine adopte une attitude – bien évidemment intéressée- visant à contrer quasi systématiquement la position américaine afin de développer son influence dans cette région du monde en s'érigeant comme le défenseur des pays tiers-mondistes opprimés par les super puissances. En revanche, il est difficile de dégager de véritable politique extérieure chinoise précise quant à la crise irakienne.

\*

## 6. LA FRANCE

La France a de réels intérêts en Irak au premier rang desquels on trouve ceux d'ordre économique. La fermeture du marché irakien a lourdement pénalisé les entreprises françaises qui ont longtemps profité des largesses de ce marché. En outre, l'ensemble de l'industrie pétrolière française est attirée par les opportunités qui se présentent dans ce secteur. Aujourd'hui, la France se situe à la première place des échanges commerciaux avec l'Irak, avec une part de marché estimée à 16%, juste devant la Russie et la Chine !

Mais la position française n'est pas simplement dictée par des considérations opportunistes et mercantiles. En effet, la tradition française laïque et républicaine suscite une sympathie pour l'Irak même s'il est actuellement soumis à un régime dictatorial bien éloigné des préceptes énoncés ci dessus.

Cela explique pourquoi la France cherche sa voie entre la solidarité avec son allié américain et l'expression de ses propres intérêts et aspirations ; elle opte pour une position dite équilibrée tachant de concilier ses rapports envers son allié américain et sa propre interprétation de la situation dans la droite ligne de sa politique arabe :

.de même qu'elle s'est retirée fin 1996 des opérations de surveillance aérienne du Kurdistan irakien succédant à Provide Comfort, la France a décidé de ne pas participer aux côtés des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne à l'opération Desert Fox en décembre 1998. Aujourd'hui, la France appartient toujours à la coalition aux côtés des Américains, des Britanniques et des Saoudiens et maintient le détachement ALYSSE en Arabie Saoudite alors que celui-ci n'est plus intégré aux missions quotidiennes supervisées par Southern Watch Asia sous contrôle direct du «Central Command» Américain.

.le gouvernement français s'est refusé à condamner les raids anglo-américains affirmant que «Bagdad portait la responsabilité première de la crise».

Ainsi la France déplore l'initiative de Saddam Hussein et l'engrenage qui a suivi tout en regrettant que les Etats-Unis aient riposté avant que le Conseil de sécurité ait achevé l'examen du rapport Butler.

Compte tenu de l'évolution de la situation, la France milite pour que le Conseil de sécurité adopte un «contrôle continu» sur les armes de destruction massive. Pour cela, elle préconise la mise en place d'une nouvelle politique reposant sur trois points :

- une nouvelle commission de contrôle en remplacement de l'UNSCOM qui reprendrait toutes les responsabilités, les équipements, et les archives de la Commission spéciale ; elle assumerait en particulier toutes les responsabilités relatives à la vérification du respect par l'Irak de la résolution 687, et des autres résolutions connexes. Le Secrétaire Général soumettrait tous les six mois au Conseil des rapports sur les progrès du travail de la Commission de contrôle. Le Gouvernement de l'Irak prendrait en charge toutes les dépenses afférentes ;
- un mécanisme de suspension des sanctions : les sanctions civiles relatives aux matières premières, aux biens civils, à leur transport par voie aérienne ou maritime et aux transactions financières rattachées, résultant de la résolution 661, seraient suspendues pour une période renouvelable de 100 jours, à la réception d'un rapport du Secrétaire Général indiquant que le système renforcé de contrôle continu est efficace ;
- une surveillance globale afin de vérifier le bon emploi des ressources financières induites par la levée de sanctions.

Un tel contrôle continu ne s'appuierait pas sur une investigation sur le passé mais privilégierait les précautions sur l'avenir. Il devrait ainsi permettre de détecter toute tentative irakienne de réarmement tout en enravant la dégradation continue de la situation humanitaire en Irak. Il n'entraînerait pas toutefois la levée de toutes les sanctions, telles celles liées aux prisonniers ou à l'indemnisation, mais principalement celles de l'embargo pétrolier qui n'a plus aucune efficacité ; en effet, actuellement, le contexte de prohibition favorise des trafics et fait que seuls certains milieux irakiens en tirent profit. Il s'avère donc nécessaire d'assainir la situation afin de soulager la vie quotidienne de l'ensemble de la population irakienne.

Américains et Britanniques ne semblent retenir que les aspects coercitifs des idées françaises relatives au contrôle continu. Ces propositions sont en effet accueillies fraîchement à Washington et à Londres qui considèrent qu'une levée de l'embargo serait perçue par le monde entier comme une victoire politique de Saddam. S'étonnant de la désapprobation tardive de Paris quant à la politique de sanctions -pratiquée depuis bientôt dix ans-, ils soupçonnent également les Français d'agir moins par altruisme que par souci de ménager d'éventuels contrats pour leurs grandes entreprises.

Quant à l'Irak, il a pris la France à parti, soulignant que personne ne lui avait demandé de faire des propositions. Les pays de la péninsule arabique trouvent la position française trop complaisante à l'égard de l'Irak et, selon l'interprétation anglo-saxonne, y voient des raisons mercantiles. En revanche, l'Egypte s'est réjouie de la convergence des vues françaises avec les siennes.

\*

## 7. LA TURQUIE ET L'IRAN

La préoccupation de ces pays voisins de l'Irak n'est pas d'ordre économique mais reste relative au maintien de ses frontières actuelles. En effet, ni l'Iran ni la Turquie ne peuvent souhaiter un changement dans le statut territorial de la région, car une remise en cause des frontières serait un formidable encouragement aux dissidences qui pourraient se produire, compte tenu de la présence de communautés kurdes dans ces pays. Il est donc certain que ni l'un ni l'autre, quels que soient leurs stratégies et leurs intérêts ne peuvent vouloir la désintégration de l'Irak.

Pour ce qui concerne la Turquie, on peut penser que l'Administration américaine veillera à ne pas créer de problème grave à son principal partenaire dans la région. , qui s'est de plus allié récemment avec Israël.

En outre, il est intéressant de noter qu'après l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein, l'association de la Turquie à la coalition contre Bagdad, à l'embargo, puis au blocus, n'avait pas fait l'unanimité. En effet, plusieurs hommes politiques de l'opposition et nombre d'observateurs, tout en dénonçant l'agression irakienne, avaient estimé que la Turquie s'était trop précipitée pour mettre en application les résolutions votées par l'ONU, en fermant notamment l'oléoduc de Yumurtalik. Certains dénonçaient en outre le rôle négatif de l'Arabie saoudite en Turquie et celui de la Syrie, protectrice du PKK, et voyaient même en l'Irak, avec son "régime laï que", le meilleur des voisins. Toutefois, l'opposition, à quelques exceptions près, et l'opinion publique se sont rangées derrière le gouvernement.

La Turquie décida, de plus, d'offrir l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik pour les bombardiers américains.

La situation a commencé à se détériorer lorsque le Président de la République turque de l'époque M. Ozal envisagea l'envoi de troupes dans le Golfe. Misant sur la chute rapide de Saddam Hussein, il comptait tirer des avantages immédiats de ce geste :

.bloquer le dirigeant irakien dans ses ambitions hégémoniques régionales ;

.rendre service au bailleur de fonds que représente l'Arabie saoudite et monnayer cet engagement militaire dans ses relations avec l'Occident.

Mais ces décisions ont en effet été prises par un seul homme ; la participation effective de la Turquie à l'action de la coalition n'a pas suscité de consensus dans la classe politique, la population ainsi que l'armée restant en outre attachées aux principes traditionnels de non-ingérence dans les affaires interarabes.

Ankara semblait avoir manqué une occasion de jouer un rôle de médiation.

L'attitude turque actuelle reste fortement liée à la question kurde. Depuis sa naissance, la République turque a nié la spécificité culturelle kurde, notamment par des interdictions en matière de publication et d'enseignement. La législation de 1983 stipule en outre l'interdiction de l'usage public d'une autre langue que le turc.

La guérilla kurde, qui a fait son apparition en 1984, est menée par le Parti marxiste-léniniste des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Pour l'affaiblir, le pouvoir central recrute des milices d'autodéfense, notamment chez les tribus loyales, chargées de la protection des villages.

Toute évolution de la situation des Kurdes, à coup sûr le plus grave problème auquel est confronté le pays, se heurte à des difficultés d'ordre interne et externe : d'abord,

l'incapacité de l'Etat (en dépit de quelques mesures récentes paternalistes et dictées par la conjoncture) à définir une nouvelle forme de citoyenneté, conforme aux normes de la démocratie moderne ; ensuite, la conviction répandue chez les décideurs que cette question est particulièrement propice aux manipulations des puissances extérieures à la région. La Turquie a ainsi su monnayer l'utilisation d'Incirlik contre une liberté de manœuvre en territoire turc pour poursuivre sa lutte contre le PKK ennemi.

La position iranienne est plus ambiguë et la période de transition que traverse le pays ne joue pas en faveur de sa simplification. Alors que les dirigeants irakiens manifestent depuis une dizaine d'années le souhait de se rapprocher de leur voisin de l'est frappé lui aussi par la politique d'endiguement mise en œuvre par les Etats-Unis, aucun signe réel n'a transpiré de l'Iran dans ce sens. Celui-ci rechercherait peut-être un changement de la politique américaine à leur égard, et ne voudrait donc pas compromettre les chances d'une reprise des relations avec les Etats-Unis en se rapprochant excessivement de l'Irak.

L'Iran peut aussi mettre dans la balance un atout de poids : la possibilité qu'il aurait d'accroître son contrôle sur le Golfe s'il favorisait la création d'une entité chiite dans la zone du Bas-Irak. Cette éventualité en cas d'implosion de l'Irak lui serait à coup sûr très favorable au détriment des pays arabes sunnites de la région.

Sa position vis à vis des Kurdes est plus délicate. L'Iran est aussi confronté à ce problème et adopte des positions changeantes très pragmatiques à l'égard des différentes factions.

\*

## **8. L'ARABIE SAOUDITE, LE KOWEÏT ET LES EMIRATS DU SUD**

La plupart des dirigeants de ces pays semblent s'accommoder de la situation qui prévaut actuellement en Irak, tout en souhaitant y voir se produire un changement de régime. En effet, bien qu'ils profitent de l'absence du concurrent irakien sur le marché du pétrole, ils se préoccupent de l'état de l'opinion publique dans leur pays et de la détresse dans laquelle se trouve leurs frères arabes du peuple irakien. Ils voient ainsi dans cette alternative éventuelle, la solution aux problèmes qui pèsent sur l'Irak et sa population et l'élimination d'un homologue plus que gênant.

Le Koweït est d'autant plus favorable à la disparition du régime de Saddam Hussein qu'il est convaincu que, s'il reste au pouvoir, il envahira à nouveau leur pays. L'Irak de Saddam Hussein constitue un réel danger tout comme le serait la création à sa frontière d'une entité chiite pauvre, liée à l'Iran qui ne manquerait pas d'exporter ses problèmes dans l'émirat. Le Koweït milite en permanence pour la nécessité de maintenir l'Irak sous pressions afin de le contraindre à appliquer toutes les résolutions de l'ONU et tente en permanence de convaincre ses partenaires du CCG de la justesse de ses analyses. Il faut souligner que le Koweït permet officiellement aux appareils anglo-saxons participant aux raids sur l'Irak d'utiliser ses infrastructures alors que l'Arabie Saoudite s'y oppose, du moins officiellement.

\*

## 9. SADDAM HUSSEIN

Saddam Hussein a toujours su faire preuve de pragmatisme, de ruse et de cruauté pour accéder au pouvoir et s'y maintenir au nez et à la barbe de tous ses ennemis.

Amoindri, menacé aujourd'hui de frappes militaires chaque fois qu'il tergiverse ou qu'il essaie de tricher ou de se révolter, l'Irak de Saddam Hussein n'a pas fini de payer sa défaite de 1991. Cependant, le régime du raï s de Bagdad, cible de la révolte du Nord kurde et du Sud chiite, objet de tous les complots et de divisions, même au sein de sa propre famille, est toujours là. La chute de la nouvelle Babylone n'a pas entraîné celle du leader irakien.

### 9.1. Une accession au pouvoir mouvementée.

Musulman sunnite, né le 28 avril 1937 à Takrit dans une famille paysanne, Saddam Hussein règne depuis plus de vingt ans sur l'Irak. Son passé de militant politique a été plus qu'agité. Adhérant au Baas en 1957, parti passé dans l'opposition après la révolution du 14 juillet 1958, il participe en octobre 1959 à une tentative d'assassinat avortée contre le général Abdelkarim Kassem ; blessé il doit s'enfuir, d'abord en Syrie, puis en Egypte où il termine ses études secondaires. C'est là qu'il apprend le succès du coup d'état de février 1963, qui a renversé Kassem et auquel le Baas a participé. Il rejoint donc Bagdad et s'intègre à la direction du parti. Mais le Baas est écarté du pouvoir en novembre 1963 : il plonge à nouveau dans la clandestinité.

Arrêté en octobre 1964, il passe deux années en prison. A sa sortie, il est élu secrétaire général adjoint du parti. Mais ce sont les officiers Baasistes, et à leur tête M. Hassan Al Bakr, qui organisent le coup d'état du 17 juillet 1968, puis éliminent le 30 juillet quelques uns de leurs alliés. A partir de cette date commence l'irrésistible ascension de M. Saddam Hussein. En alliance avec le général Al Bakr, il renforce l'aile politique du Baas - dont l'influence est réduite - et réussit notamment la « baasisation » des forces armées : avant la fin 1970, 3 000 commissaires politiques encadrent les officiers. En novembre 1969, il accède à la vice-présidence du Conseil de commandement de la révolution (CCR), le véritable centre de pouvoir. Par l'élimination, y compris l'assassinat politique, de ses rivaux, le duo Saddam Hussein / Hassan Al Bakr assure définitivement, son pouvoir à la fin de 1971. Saddam Hussein s'en affirme le véritable homme fort et prendra les grandes décisions, de la nationalisation du pétrole à l'attaque contre l'Iran, puis à l'invasion du Koweï t.

La fonction d'Al Bakr était surtout d'assurer la loyauté d'un maximum d'officiers. Petit à petit, il devient inutile : le 16 juillet 1979, il démissionne de la présidence de la République et du CCR, immédiatement remplacé par Saddam Hussein. Quelques jours plus tard, plusieurs hauts dirigeants passent en jugement et sont exécutés pour complot et complicité avec la Syrie. A partir de 1979, Saddam Hussein accélère la réorientation de l'Irak envers le camp modéré arabe et, après la mort de Sadate, la constitution d'un axe Bagdad-Amman-Le Caire.

La guerre irako-iranienne confirme une véritable militarisation du pays rendue possible par la complaisance dont bénéficie Saddam Hussein à l'étranger, notamment en Occident en s'érigeant comme le meilleur rempart contre la menace islamiste ; puis il s'engagea à nouveau dans l'aventure en envahissant son débiteur le Koweï t le 2 août 1990.

### 9.2. Sa gestion de l'après guerre du Golfe.

Incapable d'anticiper l'ampleur de la riposte américaine, Saddam Hussein laissera échapper diverses possibilités de règlement pacifique de la crise du Golfe, qui se transformera alors en guerre et en défaite cuisante pour son pays.

Cependant, il ne manquera jamais une occasion de consolider son pouvoir même dans les situations les plus critiques :

.la passivité occidentale lui permet de venir à bout des insurrections chiite et kurde du printemps 1991 ;

.il sait utiliser les solidarités primaires, notamment tribales, pour survivre et se renferme sur un cercle étroit, principalement familial, pour diriger le pays ;

. afin d'assurer la pérennité du régime sa politique génère un climat de peur et de suspicion : ainsi il n'hésitera pas à faire assassiner ses deux gendres en 1996 après leur fuite en Jordanie l'année précédente. Ces mêmes méthodes se perpétuent avec l'assassinat en février 1999 de l'ayatollah Mohammed Sadek el Sadr, neveu du fondateur du parti Daawa.

Toutefois, s'il a su de 1990 à 1991 faire vibrer des masses arabes du Golfe au Maghreb qui l'identifiaient comme le champion osant défier Washington l'Occident et l'ONU, et attaquer Israël , sa principale préoccupation depuis est de perdurer, d'où son unique objectif actuel : la levée du blocus qui le frappe. Le sauvetage de ce qui peut être préservé de l'arsenal militaire n'est plus qu'un but secondaire.

En outre, malgré les heurts périodiques entre les représentants, surtout anglo-saxons, de l'UNSCOM et les officiels irakiens, il est indéniable que l'Irak avait fait de gros efforts pour se plier aux résolutions de l'ONU exigeant la mise sous contrôle de son appareil de défense et son industrie militaire. Fidèle toutefois à sa réputation, il a sans cesse tenté de retarder, voire entraver, la tâche de l'UNSCOM dans l'espoir que les sanctions prennent fin avant le démantèlement total de son parc d'armes de destruction massive. En effet, ses ambitions hégémoniques mises à part, il a à cœur de conserver les moyens de se défendre, de repousser les agresseurs éventuels qui l'entourent.

En acceptant bon gré mal gré ces vérifications, il espérait donc la levée rapide du blocus. C'était sans compter sur l'obstination américaine insensible aux progrès effectués sur le chemin de la démilitarisation, surtout balistique et nucléaire. Or, Saddam Hussein sait qu'il existe à l'heure actuelle au sein du Conseil de Sécurité une divergence de fond sur l'attitude à adopter face à l'Irak. Il essaie ainsi de peser sur les gouvernements concernés en agitant devant les yeux des dirigeants prêts à défendre sa cause, les énormes potentialités de son pays notamment en matière pétrolière. Et le dictateur de Bagdad n'est pas malhabile comme il a su le démontrer au cours de ses neuf ans de confrontation avec les Etats-Unis.

### 9.3. La position actuelle du raï s irakien

L'opération Desert Fox a permis à Saddam Hussein d'expulser définitivement les vérificateurs de l'UNSCOM, et de retrouver ainsi un certain degré de liberté dans le domaine de l'armement. Il a pu en outre exiger de façon non négociable la levée des sanctions, compte tenu de «l'illégitimité onusienne» de cette intervention et en a profité pour cesser de reconnaître les zones d'exclusion aériennes instaurées au nord et au sud. A ce propos, il est intéressant de se poser la question de la conformité de telles zones avec la Charte des Nations Unies qui fait du respect de la souveraineté des Etats et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures des principes sacrés.

Ainsi, ces frappes ont étayé les allégations irakiennes, prétendant mener une bataille de survie contre des ennemis intransigeants qui se servent et abusent de l'ONU sans avoir jamais eu l'intention de lever l'embargo, que l'Irak coopère ou non.

Plutôt que de rechercher un compromis, Saddam Hussein parvient à tirer avantage de l'opération anglo-américaine en jouant la carte de la confrontation avec le Conseil de Sécurité; il compte alors sur un possible effritement de la coalition internationale et ce pour deux raisons :

.la crise du processus de paix au Proche-Orient qui modifie sans cesse les positions et les alliances dans la région ; Saddam Hussein sait qu'il pourrait jouer un rôle auprès de la Syrie en cas d'échec des négociations entreprises avec Israël ;

.de nombreux signes dénotent l'érosion du consensus international : la résolution 1134 qui visait à resserrer les sanctions imposées à l'Irak ont provoqué l'abstention de cinq membres du Conseil, dont la Russie, la France et la Chine qu'il s'évertue en outre à amadouer commercialement ; certes, l'abstention n'est pas assimilée à un veto et rien n'a empêché les Américains de décider l'opération Desert Fox et de poursuivre les frappes en toute «illégalité onusienne».

Saddam Hussein cherche donc à exploiter les dissensions au sein de la coalition et n'hésite pas à rappeler que le blocus affame une population innocente et tue des enfants tous les jours, sans compter les effets meurtriers des bombardements anglo-saxons quotidiens. Il a alors su utiliser à son tour les médias pour défendre les causes de son pays : accueillies en grand nombre, les télévisions occidentales ont dépeint les effets dévastateurs d'un embargo humainement indéfendable et politiquement inefficace au point d'ébranler l'opinion, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Madeleine Albright en a ainsi fait les frais en Ohio, huée par le public qu'elle était venue convaincre du bien-fondé des actions militaires coercitives à l'égard de l'Irak ! Ainsi, Saddam Hussein semblerait parier -sinistrement- sur la réaction de la communauté internationale devant l'écrasement quotidien de la population irakienne soumise à d'atroces souffrances.

Cela démontre bien qu'au jeu du chat et de la souris, comme à celui du poker menteur, l'élève irakien est peut être en passe de damer le pion au maître américain...

Par ailleurs, Saddam Hussein est pleinement conscient que si son pays revenait sur le marché du pétrole, il serait un trouble-fête pour les autres membres de l'O.P.E.P. qui se sont partagé son ancien quota. Il lui serait également facile de «casser les prix» du brut afin de réduire les revenus de ses concurrents et déstabiliser les pétromonarchies qui l'ont trahi, assouvissant ainsi ses sentiments vindicatifs à leur égard. Il pourrait ainsi utiliser l'arme de la déflation, lui qui militait pour l'inflation et un pétrole à prix élevé. Compte tenu des difficultés récentes rencontrées par ces pays , notamment l'Arabie Saoudite, qui ont souffert de la dernière déprime du marché dont ils dépendent totalement, il faudrait peu de choses pour provoquer des troubles sociaux exploitables par un leader manipulateur habile, comme le raïs de Bagdad ! Il faut rappeler que les populations arabes qui l'ont soutenu appartiennent à des pays qui traversaient alors des crises sociales graves ; Saddam Hussein poursuit par ailleurs une stratégie payante auprès de l'homme de la rue de nombreux pays arabes, sensible au courage de celui qui s'oppose, quoi qu'il lui en coûte, aux diktats de l'Oncle Sam.

En attendant une hypothétique amélioration en sa faveur, malgré les énormes pressions socio-économiques exercées à son encontre, le régime de Saddam Hussein tient bon et ne semble pas avoir l'intention de faire marche arrière dans un proche avenir. Hormis la misère subie par la population, les rouages économiques stratégiques du pays sont intacts grâce à la contrebande du pétrole, aux sociétés écrans présentes sur tous les continents, et à l'effervescence spéculative qui caractérise paradoxalement la Bourse de Bagdad.

Enfin, malgré les ignominies qui lui sont attribuées, il faut en outre reconnaître à ce dirigeant une grande qualité dans sa constante obsessionnelle à vouloir, au-delà de toutes les guerres qu'il a livrées et de toutes les répressions qu'il a pu ordonner, maintenir l'unité de son pays. L'objectif premier de Saddam Hussein, comme celui du parti Baas, qui l'a mené au pouvoir il y a vingt ans, est de faire en sorte que l'Irak reste une nation indépendante et unie. Il sait en outre que cette menace d'implosion de son pays est redoutée par les autres belligérants et que c'est un peu grâce à elle qu'il est demeuré au pouvoir et que les forces coalisées ne sont pas montées jusqu'à Bagdad en 1991. De plus il a un autre atout dans son jeu : la grande faiblesse de l'opposition irakienne, désunie, exilée et qu'il a pris soin de décimer au moment opportun. Aucune alternative n'est donc envisageable pour le remplacer à la tête de son pays, ce qui lui assure le temps de préparer sa relève avec son fils Qousay.

\*\*

Ainsi, les pays impliqués à quelque niveau que ce soit dans la crise irakienne adoptent une position fonction de leurs intérêts géostratégiques propres. La variété des objectifs identitaires, religieux, territoriaux et énergétiques accroît la complexité du dossier irakien et éloigne l'espoir d'une quelconque amélioration. De plus, la bataille que se livrent à distance l'Administration américaine et Saddam Hussein, rajoute une dimension personnelle à la crise, ce qui la complique encore plus.

\*\*\*

## E CONCLUSION

La politique de sanction menée par l'ONU, à laquelle viennent s'ajouter les actions coercitives quotidiennes des raids aériens anglo-saxons, provoque la destruction de l'Irak à petit feu. Associés à un embargo drastique, ces bombardements journaliers ont abouti à un état de décrépitude et de délabrement du pays. La mise en œuvre du programme «pétrole contre nourriture» a certes autorisé l'importation de nourriture et de médicaments, mais elle ne permet pas à Bagdad de reconstruire ses infrastructures civiles, ni de relancer son économie. Et si certains pays, comme la France, souhaitent une levée ou une suspension de l'embargo, ils se heurtent au veto des Etats-Unis.

Cette situation dramatique est la conséquence d'une crise complexe, engluée dans un amalgame d'intérêts locaux, régionaux et mondiaux. En effet, les facteurs géopolitiques intrinsèques de l'Irak mêlés aux enjeux géostratégiques que représente ce pays pour les puissances régionales et mondiales constituent un ensemble critique, peu propice à la résolution du conflit qui oppose Saddam Hussein à la communauté internationale.

En outre, pour sortir la crise de l'impasse dans laquelle elle se trouve, il serait impérieux de répondre aux questions suivantes : après le recours à la force décidé et pratiqué par les Américains et les Britanniques, comment renouer les liens entre l'Irak et les Nations unies, tout en évitant que l'Irak redevienne un danger pour ces voisins ? Comment maintenir l'indépendance de ce pays, c'est à dire lui permettre de survivre dans son environnement régional particulièrement explosif ? Comment trouver une issue ou du moins un compromis qui satisfasse les principaux belligérants ? Ainsi, cette crise semble ne pouvoir se résoudre que dans deux cas :

.la naissance d'une vision politique américaine dépassant la conjoncture et qui prenne conscience du risque que le maintien des sanctions fait courir à la communauté internationale ainsi qu'à la stabilité et à la sécurité régionales dans l'ensemble de la zone Moyen-Orient - Machrek - Maghreb. Cette éventualité est cependant bien moins probable que la suivante ; elle reviendrait à reconnaître que la politique étrangère américaine a commis une erreur fatale envers le peuple irakien ;

.la perturbation du marché pétrolier qui pourrait être la conséquence d'une crise dans une zone productrice et exportatrice d'hydrocarbures.

En outre, alors que cette crise met en exergue les problèmes cruciaux qui se posent aujourd'hui à la communauté internationale, le droit d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et l'introduction de la notion de tutelle permanente de l'ONU sur un Etat indépendant, trois positions s'affrontent actuellement :

- Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, citée souvent à titre anecdotique de caution, semblent s'estimer plus qualifiés que quiconque pour décider ce qui est conforme au droit et à la justice. C'est pourquoi ces deux nations ont déclenché sans mandat de l'ONU l'opération Desert Fox et poursuivent leur action militaire, loin du fracas médiatique, par des missions aériennes ponctuées de bombardements quasi quotidiens sur le territoire irakien. En outre, tout en acceptant au coup par coup la levée de la limite imposée aux ventes du pétrole irakien, ils exigent officiellement un contrôle renforcé sur tous les autres points ; cette intransigeance cache en fait leur volonté de détrôner Saddam Hussein sans pour autant fragmenter l'Irak et leur donne les prétextes de leurs frappes aériennes sur les forces militaires et économiques irakiennes. Dans cette confrontation, les

Etats-Unis mettent en jeu leur crédibilité et confirment leur rôle de seule grande puissance mondiale, capable de «mater» tout rebelle osant les défier ;

- la France et la Russie qui s'érigent en légalistes et réclament la stricte application des résolutions de l'ONU. La France préconise ainsi une levée de l'embargo pour une durée assujettie à la coopération de l'Irak quant au respect d'un nouveau système de surveillance en lieu et place de feu l'UNSCOM ;

- L'Irak qui exige la levée pure et simple des sanctions arguant qu'il a rempli ses obligations. Il est soutenu par la Chine et certains pays arabes qui dénoncent l'acharnement anglo-saxon diamétralement opposé à la complaisance américaine à l'égard de l'attitude israélienne dans le processus de paix au Proche-Orient.

Il est donc évident que la guerre d'usure qui oppose Washington et Bagdad va perdurer, Saddam Hussein incarnant la «bête noire» de la diplomatie. Cependant, loin d'être acculé, son régime fait face aux sanctions économiques et aux mouvements de rébellion, et la succession paraît assurée avec son fils Qousay. Les Américains quant à eux, ont de plus en plus de difficultés pour consolider le consensus international, compte tenu des actions militaires coercitives qu'ils mènent depuis plusieurs mois sans avoir éprouvé le besoin de demander l'autorisation au Conseil de Sécurité ; ils ne semblent plus compter que sur la naissance providentielle d'un véritable leader –pro-américain bien évidemment– réussissant à s'imposer comme le successeur du tyran de Bagdad tout en rassemblant l'ensemble des forces d'opposition, évitant ainsi l'implosion de ce pays.

Mais pendant que le pays vit dans ce contexte de lutte géostratégique doublée d'un duel entre l'Administration américaine et Saddam Hussein, la population irakienne est quant à elle prise dans l'étau d'une dictature et de sanctions internationales. Poliomyélite et choléra ont fait leur apparition dans un pays autrefois développé mais aujourd'hui réduit à la misère et soumis à une impitoyable répression perpétuée par un terrible appareil policier.

Malheureusement, malgré ce désastre humanitaire, le statu quo semble être actuellement la moins mauvaise des formules aux yeux des différents acteurs de la crise irakienne.

# **ANNEXES**

# ANNEXE 1

## L'IRAK AU CŒUR DU MOYEN-ORIENT



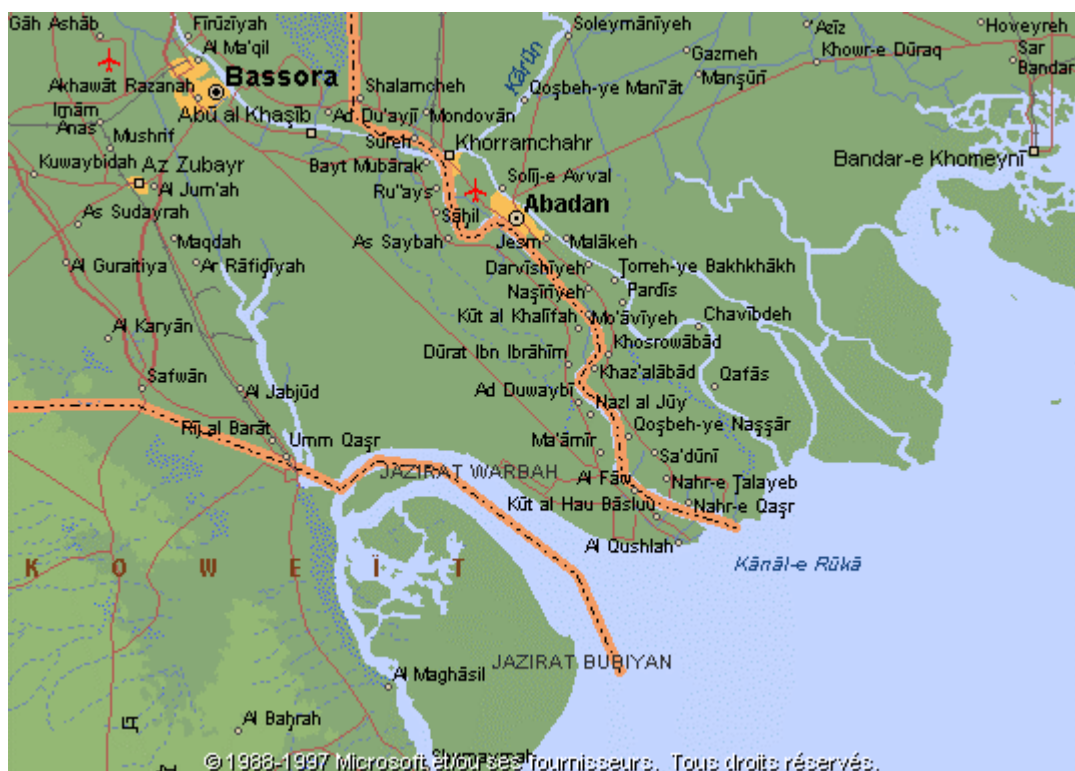
## ANNEXE 2

### L'IRAK ET SES VOISINS



## ANNEXE 3

### LE BAS-IRAK



## ANNEXE 4

### LE KURDISTAN IRAKIEN



## **BIBLIOGRAPHIE**

« L'introduction à l'analyse géopolitique », Aymeric Chauprade

« La formation de l'Irak contemporain », Pierre-Jean Luizart

« Histoire de l'Irak ; de Sumer à Saddam Hussein », Charles Saint-Prot

« L'Irak », Philippe Rondot

« Un golfe pour trois rêves », Noël Jeandet

« Saddam Hussein », Philippe Delestre

« Le nationalisme arabe », Olivier Carré